Montréal lundi 27 février 2012 Le plus grand quotidien français d'Amérique
128e année N° 112 66 pages, 6 cahiers

85 ¢ taxes en sus – Édition provinciale **95 ¢**
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

IMMIGRER AU CANADA

LES DÉLAIS SONT DE PLUS EN PLUS LONGS

PAGES A2 ET A3

LA PRESSE

PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

DÉRAILLEMENT D'UN TRAIN DE VIA RAIL

« C'ÉTAIT ATROCE »

L'accident près de Toronto fait 3 morts et 46 blessés. PAGE A6

PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

84e CÉRÉMONIE DES OSCARS **4 PAGES**

THE ARTIST TRIOMPHE

Le film français marque l'histoire en remportant les statuettes du meilleur film, du meilleur réalisateur et du meilleur acteur.

PAS D'OSCAR POUR *MONSIEUR LAZHAR*
ARTS

L'acteur français Jean Dujardin et Uggie.

CANADIEN **2**
PANTHERS **4** SPORTS

VOITURES VERTES

COMMENT S'Y RETROUVER?

AUTO

ILLUSTRATION FRANCIS LÉVEILLÉE, LA PRESSE

INONDATIONS

UN COUPLE DÉMOLI

Le triste feuilleton d'une famille de la Montérégie.
PAGE A5

SÉRIE
LA TRAGÉDIE INUITE

LE CHOC DES CULTURES

PAGES A14 ET A15

RIMA ELKOURI

IL NE VENDAIT PAS DE BIÈRE

La rocambolesque histoire du commis d'une station-service.
PAGE A10

Un rebelle syrien, dans une classe, dans la province de Homs.

PHOTO ASSOCIATED PRESS

SYRIE **L'ONDE DE CHOC S'ÉTEND AU LIBAN**

La crise qui afflige la Syrie atteint son pays voisin, constate notre envoyée spéciale Agnès Gruda.
PAGE A18

DÉCOUVREZ NOS OFFRES SENSATIONNELLES !
LE RENARD.CA LE SITE DES ACHATS FUTÉS
EXCLUSIVITÉ DE LA PRESSE.CA
PAGE A16

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
« Au lieu de manifester avec des pancartes, si les étudiants manifestaient avec des pelles, ce serait plus pratique. » — un habitant du Plateau

Venez voir mon blogue ! **www.lapresse.ca/laporte**

L-V 621 924 987 651

IMMIGRER AU CANADA

PHOTO ANGELA ABBEY, ARCHIVES FORCES ARMÉES CANADIENNES

Le *Sun Sea*, avec 500 migrants tamouls clandestins à son bord, a accosté près de Victoria, en Colombie-Britannique, en août 2010. Le temps d'attente pour les demandeurs du statut de réfugié a doublé au cours des 10 dernières années.

VEUILLEZ PATIENTER

Plus que jamais, les candidats à l'immigration doivent s'armer de patience avant d'obtenir le feu vert pour s'installer au Canada. Les délais de traitement des demandes de résidence permanente s'étirent de 15 à 63 mois. Quatre ans après la mise en route du plan conservateur pour accélérer l'immigration, les effets peinent à se faire sentir, même si les candidats sont de moins en moins nombreux.

ANABELLE NICOUD

En 2011, les dossiers des candidats à la résidence permanente dans les catégories familiale et humanitaire ont été traités en 21 et 33 mois en moyenne, indiquent des données de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC). C'est plus long qu'il y a trois ans.

Ces temps de traitement sont aussi plus longs que celui des candidats à la résidence permanente de la catégorie économique : en moyenne, leurs dossiers ont été traités en 27 mois en 2011. En 2007, le délai était de… 63 mois.

En revanche, chaque sous-catégorie de candidats à la résidence permanente économique a vu son temps d'attente augmenter au cours des dernières années.

Avec les amendements à la Loi sur l'immigration adoptés en juin 2008, le gouvernement fédéral avait pourtant promis de réduire les délais de traitement des demandes de résidence permanente d'ordre économique, notamment celles de « travailleurs qualifiés », dont le profil est particulièrement recherché au Canada.

« C'est un échec. On l'avait dit à l'époque, et on le redit aujourd'hui », estime la députée néo-démocrate Olivia Chow.

Les demandes de résidence permanente de ces « travailleurs qualifiés » sont traitées de plus en plus lentement : de 8 mois en 2008 à 17 mois en 2010, le délai est passé à 20 mois en 2011.

Dans la catégorie de « l'expérience canadienne », créée elle aussi en 2008 pour les étrangers qui ont reçu un diplôme au Canada ainsi que les détenteurs d'un permis de travail temporaire, les délais sont passés de 1 mois, en 2008, à 11 en 2010 et à 15 en 2011.

En fait, seuls les demandeurs classés parmi les « gens d'affaires » ont vu leurs délais de traitement être réduits considérablement : en 2011, ils n'attendaient plus 63 mois comme en 2008 pour leur résidence permanente, mais 49 mois.

« On entend souvent dire qu'il faudrait mieux cibler les immigrés avec les besoins du marché du travail. Mais ça n'a aucun sens, avec des délais de traitement qui prennent plusieurs années. Si un employeur a besoin de soudeurs ou d'ingénieurs, il ne peut pas se fier au système d'immigration », dit Stéphane Reichhold, de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes.

Résultat : les employeurs comme les candidats se tournent de plus en plus vers les programmes de résidence temporaire. Mais même pour ce type de permis, les délais de traitement des demandes ont grimpé au cours des dernières années (11 semaines de traitement en 2010 pour un permis de travail contre 16 en 2011).

Ainsi, si le nombre de demandes de résidence permanente, toutes catégories confondues, a diminué au cours des deux dernières années, le nombre de demandes de résidence temporaire a explosé.

Immigration Canada souligne toutefois que l'amélioration est palpable, derrière les délais de traitement des demandes de résidence permanente dans les catégories économiques : ces nouvelles catégories ont en effet créé un appel d'air lors de leur création.

« Tous les délais ont augmenté dans les catégories individuelles. Mais on a traité plus de dossiers soumis dans les nouvelles catégories [travailleurs qualifiés, expérience canadienne], explique Rémi Larivière, porte-parole de CIC. On traite moins de cas qui prennent 60 mois, et plus qui prennent 15 mois. »

Mais pour les fonctionnaires de CIC, la raison de ces retards est simple : le manque d'effectifs, imposé par les compressions budgétaires des conservateurs.

« Si mon équipe passe de 10 à 7 personnes, est-ce que je vais vraiment faire le même volume ? Si oui, c'est que je le fais mal, et que je vais laisser entrer des gens qui ne le devraient pas », explique un proche de l'Alliance canadienne de la fonction publique (ACFP).

Selon notre interlocuteur, l'enveloppe allouée à CIC devrait encore rétrécir dans le prochain budget fédéral.

« Le gouvernement veut rendre ces démarches plus efficaces. Et dans une certaine mesure, c'est vrai. Mais pour nous, c'est une vraie préoccupation. Il n'y a aucune création de postes et le gouvernement essaie de réduire le nombre de postes permanents. »

Pourtant, dans les chiffres fournis par CIC, le nombre de ces employés, permanents ou non, est plutôt à la hausse depuis 2007. Il est passé de près de 3800 à 4500.

Particulièrement préoccupé par le sort des demandeurs de résidence permanente pour les catégories humanitaire et familiale, le Nouveau Parti démocratique croit aussi que le système d'immigration pourrait être désengorgé si les bureaux de CIC, notamment à l'étranger, avaient plus de personnel.

Sadia Groguhé, députée néo-démocrate de Saint-Lambert, regrette que certaines demandes de renseignement exigées par CIC alourdissent inutilement le processus des demandeurs des catégories humanitaire et familiale.

« L'immigration a un volet humain et, dans tous les cas, ces délais ont des conséquences dévastatrices sur les familles. On voit beaucoup de détresse émotionnelle. Ça brise des familles et on constate aussi un appauvrissement des familles et des ménages, dit-elle. On fait venir ici des personnes vaillantes pour aider le développement économique et, au final, elles sont dans l'incapacité de s'investir pleinement. »

— Avec William Leclerc

« L'immigration a un volet humain et, dans tous les cas, ces délais ont des conséquences dévastatrices sur les familles. » — Sadia Groguhé, députée du NPD

SOMMAIRE

Amusez-vous !	AUTO **15**	Loteries	**A14**	À l'agenda	AFFAIRES **4**
Astrologie du jour	AFFAIRES **8**	Monde	**A18-19**	Vivre	ARTS **6**
Débats	**A20-21**	Personnalité	AFFAIRES **10**		
Décès	AFFAIRES **8**	Petites annonces	AFFAIRES **4 et 7**		
Horaire télévision	ARTS **5**	Sudoku	AFFAIRES **4**		

Météo

Nuageux avec flocons, **1-3 cm** en après-midi, maximum **-1**, minimum **-7**. AFFAIRES **7**

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL ?
commentaires@lapresse.ca

PHOTO DARRYL DYCK, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Si le Canada reste l'un des pays favoris des demandeurs d'asile, leur nombre a diminué de 30 % de 2009 à 2010, selon un rapport de l'ONU publié l'an dernier.

Des délais deux fois plus longs pour les demandeurs d'asile

ANABELLE NICOUD

À la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), le temps d'attente a doublé au cours des 10 dernières années pour les demandeurs d'asile.

Selon des documents que *La Presse* a obtenus grâce à la Loi sur l'accès à l'information, la Section de protection du réfugié (SPR) mettait deux fois plus de temps à traiter une demande d'asile en 2011 qu'en 2000 : 21 mois contre 9,6 mois (voir tableau).

L'augmentation du temps nécessaire pour traiter les demandes est une constante au fil des années 2000 à la SPR. Les délais ont culminé en 2010, où le temps de traitement a atteint 21,8 mois.

Robert Gervais, conseiller principal en communications à la CISR, explique cet allongement des délais par le nombre de demandes d'asile qui a fortement augmenté de 2006 à 2009, passant de 22 900 à 34 000. Pendant ce temps, le nombre de commissaires siégeant à la CISR a atteint son plus bas niveau en 2007 et 2008 (79 et 89 commissaires), alors que le financement permet d'en employer 127.

La situation s'améliore, croit-il. « En 2010 et 2011, 17 commissaires ont été nommés dans le but de réduire l'arriéré », dit-il. Le nombre de retards a diminué du tiers entre 2009 et 2011.

Pourtant, si le Canada reste l'un des pays favoris des demandeurs d'asile, leur nombre a diminué de 30 % de 2009 à 2010, selon un rapport de l'ONU publié l'an dernier.

D'après l'avocat spécialisé en immigration Stewart Istvanffy, il y a une volonté politique d'étirer le temps d'attente.

« On peut dire ainsi que le système est plein à craquer, que les gens abusent du système. Mais c'est le système qui abuse des gens », déplore-t-il.

— Avec William Leclerc

Une vie à espérer

ANABELLE NICOUD

La voix douce masque à peine l'inquiétude. Depuis plus de trois ans, Cyprien attend des nouvelles du dossier de résidence permanente de son petit frère, René, en traitement à l'ambassade du Canada de Nairobi, au Kenya.

« Ça me traumatise », dit le jeune homme, installé en banlieue de Montréal.

Les deux frères ont connu leur lot de problèmes. Sans famille depuis le génocide rwandais de 1994, ils sont accueillis, en 1995, dans un camp de réfugiés de Tanzanie, où ils continuent à être agressés en raison de leur ethnie, selon Cyprien.

Dix-sept ans plus tard, René s'y trouve toujours. Ses agresseurs aussi.

« Mon frère est vraiment désespéré », dit son aîné.

Tout faire et ne rien obtenir

Cyprien a obtenu l'asile au Canada en 2002. Il croyait pouvoir venir avec son frère, mais il apprend dès son arrivée que son parrainage exigera de nombreuses garanties. Au fil des années, il économise plusieurs milliers de dollars, somme exigée par les autorités fédérales pour son parrainage, et devient même citoyen canadien.

En 2009, le dossier de René obtient en quelques mois le feu vert de Québec. Il est ensuite envoyé au bureau de Nairobi.

Au printemps, le bureau de Nairobi lui a répondu que son petit frère serait bientôt convoqué en entrevue.

Plusieurs mois plus tard, les choses n'ont toujours pas évolué.

« Je ne comprends pas », se désespère Cyprien.

PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

Cyprien, Rwandais d'origine, essaie de faire venir ici son frère René depuis de longues années.

PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

Le nombre de commissaires de la CISR a atteint son plus bas niveau en 2007 et 2008 (79 et 89), alors que les budgets permettraient d'en employer 127.

DÉLAIS DE TRAITEMENT EN MOIS POUR LES DEMANDES DE RÉSIDENCE PERMANENTE FAITES DE L'ÉTRANGER

Pour chaque délai indiqué, 80 % des demandes ont été traitées à l'intérieur de ce délai

TRAVAILLEURS QUALIFIÉS

(amendements de 2008, demandes reçues après novembre 2008)

2008	**8 mois**
2009	**16 mois**
2010	**17 mois**
Janvier à septembre 2011	**20 mois**

EXPÉRIENCE CANADIENNE

(amendements de 2008)

2008	**1 mois**
2009	**6 mois**
2010	**11 mois**
Janvier à septembre 2011	**15 mois**

GENS D'AFFAIRES

2007	**63 mois**
2008	**63 mois**
2009	**50 mois**
2010	**43 mois**
Janvier à septembre 2011	**49 mois**

CATÉGORIE FAMILIALE

2007	**11 mois**
2008	**13 mois**
2009	**16 mois**
2010	**19 mois**
Janvier à septembre 2011	**21 mois**

Tous les chiffres ci-dessus ont été fournis par Citoyenneté et Immigration Canada (CIC).

DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DE LA SPR (EN MOIS)

(chiffres fournis par la CISR)

2000	**9,6**
2001	**10,1**
2002	**11,9**
2003	**14**
2004	**13,9**
2005	**12,7**
2006	**11,9**
2007	**13,7**
2008	**15,8**
2009	**18,4**
2010	**21,8**
2011	**20,8**

NOMBRE DE COMMISSAIRES ET FONCTIONNAIRES DE LA SPR

(chiffres disponibles depuis 2004)

2004	**188**
2005	**143**
2006	**108**
2007	**79**
2008	**89**
2009	**107**
2010	**129**
2011	**125**

LEXIQUE DE L'IMMIGRATION

RÉSIDENCE PERMANENTE

La résidence permanente donne le droit à un immigré de vivre, de travailler et de bénéficier des avantages sociaux du Canada, et ce, sans durée limitée. Seuls les résidents permanents peuvent demander la citoyenneté canadienne. Une demande de résidence permanente peut se faire à CIC au Canada ou dans les bureaux de CIC à l'étranger. Les candidats déposent leur dossier dans l'une des trois catégories : économique, notamment s'ils sont des travailleurs qualifiés, des investisseurs ou des diplômés d'une université canadienne ; familiale, s'ils sont parrainés par un enfant, un conjoint, un parent ou un membre de leur famille ; humanitaire, s'ils ont obtenu l'asile ou si les autorités considèrent qu'ils doivent conserver leur résidence pour des motifs « humanitaires ».

Les personnes qui désirent s'installer au Québec doivent, avant de soumettre leur dossier au fédéral, obtenir l'aval de Québec.

DEMANDEURS D'ASILE

Personnes qui demandent la protection du Canada. Ces demandes sont traitées à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié puis à la Section de la protection des réfugiés. Les réfugiés sont les personnes à qui le Canada a accordé l'asile.

RÉSIDENCES TEMPORAIRES

Les détenteurs d'un permis d'étude ou de travail ont le droit d'étudier ou de travailler au Canada pour une durée limitée.

La maîtrise de l'hiver sans frais.

Pour un temps limité, obtenez la traction intégrale 4MATIC[MC] sans frais supplémentaires.

4MATIC[MC] est un système de traction intégrale permanente. Maintenant, vous pouvez affronter l'hiver avec style grâce à notre système 4MATIC[MC] primé, offert sans frais supplémentaires[2] sur une vaste gamme de modèles.

PRIX TOTAL	FINANCEMENT À L'ACHAT	TAUX À LA LOCATION	PAIEMENTS MENSUELS	VERSEMENT INITIAL
43 435 $**	1,9% TERME DE 60 MOIS	3,9% BAIL DE 48 MOIS	498 $*	1 995 $

BERLINE C 250 4MATIC[MC] 2012 ENSEMBLE SPORT

Incluant les équipements suivants

Moteur V6
Traction intégrale 4MATIC[MC]
Transmission automatique 7G-TRONIC
Suspension sport
Jantes de 17 po en alliage, à 5 bras jumelés
Ensemble de style AMG incluant gamme avant-garde
Volant multifonction avec affichage à cristaux liquides
Lecteur CD à un disque avec radio AM/FM/bande météo avec Bluetooth
Climatisation automatique à 2 zones
Système de détection du poids (WSS)
Appuie-tête actifs NECK-PRO
Système d'avertissement de la perte de pression d'un pneu
Essuie-glaces avant à deux stades et capteur de pluie
Service à interval de 20 000 km
Freins ABS
Contrôle de dérapage à l'accélération (ASR)
Freinage d'urgence assisté (BAS)
Système d'alarme antivol
Programme de stabilité électronique (ESP®)
Freinage adaptif avec assistance au démarrage en côte
Lave-glace chauffant
Doubles phares antibrouillards de jour
et beaucoup plus...

Mercedes-Benz

MONTRÉAL
Automobiles Silver Star Inc.
7800, boul. Décarie, Montréal
(514) 735-1199

LAVAL
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute 440 Ouest, Laval
(450) 681-2500

RIVE-SUD
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, boul. Taschereau, Greenfield Park
(450) 672-2720

WEST ISLAND
Mercedes-Benz West Island
4525, boul. St-Jean, Dollard-des-Ormeaux
(514) 620-5900

BOUCHERVILLE
Duval Mercedes-Benz
1530, rue Ampère, Boucherville
(450) 449-0222

BLAINVILLE
Mercedes-Benz Blainville
10000, rue du Plein-Air, Mirabel
(450) 435-1313

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2012. 4MATICMC : valeur de 2 200 $. ** Les frais de transport et de préparation de 2 045 $, les frais du RDPRM de 85 $, la taxe sur le climatiseur de 100 $ et les droits sur les pneus de 15 $ sont maintenant inclus dans le versement initial et le prix d'achat final. Offres de location et de financement basées sur le nouveau modèle berline C 250 4MATICMC incluant l'ensemble sport et proposées uniquement par l'intermédiaire de Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. Exemple basé sur une location de 498$ par mois pendant 48 mois. Versement initial ou reprise équivalente de 1 995 $ plus dépôt de sécurité de 600 $et taxes applicables dus à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 41 190 $. Taux annuel de 3,9 %. Obligation totale de 26 499 $. Kilométrage limité à 18 000 km par an (0,20 $/km supplémentaire). Exemple de financement basé sur un terme de 60 mois au taux annuel de 1,9 % et un PDSF de 41 190 $ $. Le paiement mensuel est de 792 $ (avant taxes) avec un versement initial de 1995 $ ou une reprise équivalente. Le coût de l'emprunt est de 2 222 $ pour une obligation totale de 47 531 $. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance, « écoprélèvement » (si applicable) et frais assimilés imposés au fabricant (s'ils sont perçus par le concessionnaire) ainsi que TPS et TVQ en sus. Le concessionnaire peut louer ou offrir du financement à prix moindre. Les offres peuvent changer sans préavis et ne peuvent être jumelées à d'autres offres. Voyez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé pour les détails ou communiquez avec le Service à la clientèle de Mercedes-Benz au 1 800 387-0100. L'offre se termine le 29 février 2012. Modèles illustrés pour référence seulement.

PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

La maison de la famille Trudeau-Dulude, à Noyan en Montérégie, a été démolie la semaine dernière, en raison de l'ampleur des dommages causés par les inondations du printemps dernier.

INONDATIONS EN MONTÉRÉGIE

Leur rêve rasé au bulldozer

ARIANE LACOURSIÈRE

NOYAN — Au cours des dernières semaines, 70 maisons des municipalités riveraines de la rivière Richelieu en Montérégie ont été démolies, car leurs propriétaires n'avaient pas les moyens de les rénover à la suite des dommages subis lors des inondations du printemps dernier. La famille Trudeau-Dulude a eu le cœur brisé, mercredi dernier, en regardant la pelle mécanique détruire leur demeure de Noyan. Comme si les événements n'étaient pas assez tragiques, le couple a récemment pris la décision de se séparer. Les épreuves des derniers mois ont solidement ébranlé leur amour.

« On reste en bons termes. Mais tout ce qu'on a subi dans les derniers mois… C'était trop », résume Sylvia Dulude, mère de trois enfants.

Mercredi, un entrepreneur a détruit le domicile familial de la rue Ginette. On n'y trouve plus qu'un immense trou de boue entouré de quelques débris. « Durant les premiers coups de pelle, je pleurais. Je me disais que ça n'avait pas de bon sens qu'après tous les efforts qu'on avait mis dans cette maison, tous les bons moments qu'on y avait vécus, ce soit fini », raconte M^me^ Dulude.

La mère de famille et son conjoint, François Trudeau, avaient travaillé fort pour acheter cette maison. « C'était notre première. Notre petit paradis », dit M. Trudeau. La famille y a habité six ans avant que les inondations ne viennent tout gâcher.

L'eau a causé d'importants dommages au bâtiment, surtout au sous-sol. Les Trudeau-Dulude ont bien tenté de restaurer la maison. Avec l'aide de bénévoles, ils ont refait le plancher de la fondation l'été dernier. M. Trudeau a quitté son emploi de mécanicien pour avancer les travaux dans l'espoir de terminer avant la rentrée scolaire. Puis l'ouragan *Irene* a frappé en août, endommageant sérieusement les étages supérieurs. La liste des travaux à accomplir s'est allongée.

« Dur pour tout le monde »

Parce que la maison était contaminée depuis les inondations, la famille s'était réfugiée dans une petite roulotte dans un camping voisin. La solution devait être temporaire. Mais les mois se sont écoulés. Les réponses sur l'avenir de la propriété des Trudeau-Dulude arrivaient au compte-gouttes. Redoutant l'arrivée de l'hiver, M. Trudeau a loué un cinq et demi à Lacolle. La famille y est toujours.

« Le processus a été vraiment long. On a été évacués de notre maison le 28 avril 2011. On a su qu'on devrait la démolir en octobre. On vient juste de le faire. Imaginez les délais ! », illustre M. Trudeau.

PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

À bout de force en raison des épreuves qui se succèdent depuis les inondations du printemps dernier, François Trudeau et Sylvia Dulude se sont séparés. Ils posaient ici devant leur maison, en juin dernier.

C'est parce que les dommages subis à la maison étaient trop grands que les Trudeau-Dulude ont dû se résigner à la détruire. Il était impossible de la rénover avec le budget de 150 000$ que lui donnait le gouvernement. La maison voisine de celle des Trudeau-Dulude doit elle aussi être démolie dans les prochaines semaines. En tout, à Noyan, une douzaine de maisons ont été détruites et d'autres le seront encore. « Ça va être dur pour tout le monde. On voit notre rêve partir en ruine… », dit M. Trudeau.

Peu avant Noël, la famille Trudeau-Dulude avait reçu une offre alléchante de Notre-Dame-de-la-Merci l'invitant à s'installer dans la municipalité. L'ambiance était à la fête. M. Trudeau s'était trouvé un emploi dans ce secteur et avait trouvé des propriétés intéressantes. Mais récemment, il a appris que la banque refuse de lui prêter de l'argent. « Je dois avoir eu un emploi stable depuis deux ans. Mais je l'ai quitté après les inondations. Je ne suis pas admissible », dit-il. C'est donc un retour à la case départ pour la famille. Et une épreuve de plus qui a fini par briser le couple.

Maintenant que la maison est démolie, M. Dulude espère poursuivre sa vie sereinement. Il se concentrera sur son nouvel emploi, qui commence aujourd'hui. Quant à M^me^ Dulude, elle organise son déménagement. « Je vais m'installer à Iberville », dit-elle. Mais pas question pour elle de travailler. Il y a deux ans, M^me^ Dulude a subi un grave accident de travail: elle s'est scié une main en deux dans l'usine où elle travaillait. Depuis, elle vit un choc post-traumatique. Et malgré les nombreuses séances d'ergothérapie, sa main reste fortement hypothéquée. « Je ne sais pas comment j'ai fait pour passer au travers des derniers mois. Maintenant, il faut essayer de continuer », souffle-t-elle.

L'AIDE AUX SINISTRÉS EN CHIFFRES

› Dossiers traités : **2291**
› Dossiers réglés : **2182**
› Familles toujours évacuées : **8**
› Maisons à reconstruire : **56**
› À démolir : **67**
› À déplacer : **2**
› À immuniser : **16**

› Total des sommes dépensées : **47,1 millions**

Source : ministère de la Sécurité publique

ACTUALITÉS

Déraillement d'un train de VIA Rail en Ontario

Trois cheminots sont tués

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Trois cheminots sont morts et quarante-six personnes ont été blessées dans le déraillement d'un train de VIA Rail, hier après-midi, à 60 km au sud-ouest de Toronto.

Les six voitures d'un train passager en provenance de Niagara Falls ont subitement quitté leur voie vers 15 h 30, à mi-chemin dans leur voyage vers Toronto. La locomotive de tête a percuté de plein fouet un bâtiment industriel bordant les voies ferrées, tuant les trois mécaniciens qui se trouvaient à bord. Les trains de VIA Rail sont habituellement pilotés par deux personnes, mais un triste hasard a fait qu'un stagiaire les accompagnait dans le cadre de sa formation.

« C'est tragique. Nous sommes une petite entreprise, une famille tissée serré. Nous connaissons tous les membres par leur nom, alors nous avons beaucoup d'empathie pour les victimes de cet accident », a déclaré John Marginson, chef de l'exploitation de VIA Rail.

Des 75 passagers à bord des voitures, 45 ont été blessés. Un des deux employés de VIA Rail affectés au service dans les voitures a également été blessé. Plusieurs personnes sont restées coincées longtemps à l'intérieur des décombres du train avant d'en être extirpées.

PHOTO PAWEL DWULIT, LA PRESSE CANADIENNE

L'accident est survenu dans un secteur industriel de Burlington, une ville de 176 000 habitants en banlieue de Toronto.

Des sources médicales ont indiqué que quatre personnes reposent dans un état grave, dont un enfant.

« Nous avons reçu une vingtaine de blessés. Les quatre cas les plus sérieux ont été transférés à Hamilton », a indiqué Mario Joannette, porte-parole de l'hôpital Jospeh Brant, de Burlington.

« Nous nous sommes placés en code orange, soit pour répondre à un désastre », a confirmé Jennifer Kramer, porte-parole des six hôpitaux de Hamilton. Trois des quatre blessés graves ont été héliportés. L'enfant gravement blessé est quant à lui arrivé par ambulance. Les blessés plus légers ont été envoyés en autocar à Mississauga, près de Toronto, pour être traités.

« Comme un écrasement d'avion »

« C'est comme si on avait frappé un obstacle sur la route et le train s'est mis à sauter jusqu'à ce qu'il tombe sur le côté », a confié au *Hamilton Spectator* une passagère, Hannah Lemke, 22 ans. « Tout s'est envolé dans le train et les gens criaient. Ça a semblé durer une éternité même si je suis sûre que ça a duré quelques secondes seulement. C'était la panique totale. »

« C'était comme un écrasement d'avion, a indiqué une autre passagère, Deanna Villella, 40 ans. Les voitures ont été complètement tordues et sont tombées sur le côté. C'était atroce. »

Des images aériennes permettent de constater que la locomotive de tête et la deuxième voiture semblent les plus endommagées, reposant sur le côté. Les quatre autres voitures ayant déraillé sont restées debout, mais deux d'entre elles sont en travers des voies. Trois des quatre voies traversant ce secteur ont d'ailleurs été endommagées, ce qui risque de congestionner le trafic ferroviaire. Déjà, hier, plusieurs trains ont dû faire demi-tour pour éviter ce secteur fréquenté.

L'accident est survenu dans un secteur industriel de Burlington, ville de 176 000 habitants en banlieue de Toronto. Il aurait pu avoir des conséquences encore plus fâcheuses puisque des résidences bordent les voies quelques dizaines de mètres plus loin. Une résidante s'est dite catastrophée par la scène du déraillement. « Je n'ai pas entendu le déraillement, mais je suis venue quand j'en ai entendu parler et c'est une scène digne de la Troisième Guerre mondiale », a indiqué Dorothy Beattie.

Les causes de l'accident restent à déterminer. Lors d'un point de presse sur les lieux de l'accident, le chef de l'exploitation, John Marginson, a toutefois écarté la météo comme cause du déraillement. « La neige, l'humidité ou la pluie, nous ne croyons pas que cela ait pu contribuer au déraillement », a-t-il indiqué. Il a ajouté que la locomotive qui propulsait le train avait fait l'objet d'une remise à neuf complète il y a un an à peine.

Deux enquêteurs du Bureau de la sécurité des transports étaient sur les lieux hier et quatre autres enquêteurs s'y rendront aujourd'hui. « Ils vont chercher tous les documents et les données sur l'accident, l'état des rails et l'état du train. Il faut faire des entrevues avec les témoins », a indiqué Chris Krepski, porte-parole du BST. Il faudra environ un an pour produire un rapport sur le déraillement survenu hier après-midi.

La police enquête également sur cet accident, tout comme VIA Rail et le CN, propriétaire des voies où le déraillement s'est produit.

LIEU DE L'ACCCIDENT

QUELQUES CHIFFRES

- 4,2 millions de passagers par année transportés par VIA Rail
- 24 déraillements de trains de passagers entre 2001 et 2010 ; ceux-ci ont fait 9 morts et 23 blessés

PRUDENT ?
APPELEZ LA SÉCURITÉ.

ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC
VOTRE REER GARANTI À 100 %

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

BONI DE 1%
la première année pour les nouveaux fonds REER, FERR, CRI et FRV.

Ouvert du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de février, de 10 h à 16 h.

Épargne Placements Québec

Nouvelle bordée prévue à Montréal

Le chargement de la neige au ralenti

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

La patience des automobilistes montréalais sera de nouveau mise à l'épreuve cette semaine. Alors que Montréal entreprend à peine le chargement des 17 cm de neige tombés vendredi, voilà qu'une nouvelle bordée de 5 à 10 cm risque de ralentir l'opération.

La majorité des arrondissements ont amorcé hier soir l'enlèvement de la neige tombée vendredi. Montréal prévoyait ainsi avoir terminé l'opération d'enlèvement de la neige au plus tard jeudi, le chargement prenant en général 96 heures, soit quatre jours. Mais le tout risque de durer plus longtemps en raison d'une nouvelle bordée qui devrait commencer à tomber ce matin, entre 8 h et 10 h. Environnement Canada prévoit que de deux à quatre centimètres tomberont durant la journée, tandis que cinq centimètres s'ajouteront durant la nuit.

Si la tempête de vendredi a été plus importante que prévu, celle attendue aujourd'hui ne devrait pas causer de mauvaises surprises, selon les météorologues d'Environnement Canada. Après avoir laissé 25 cm de neige sur l'Alberta, le système dépressionnaire a perdu l'essentiel de sa puissance perturbatrice. D'autres précipitations sont également attendues mercredi et jeudi, mais en quantités très faibles.

Ces nouvelles précipitations ralentiront certainement le chargement de la neige lancé hier, a reconnu Patricia Lowe, porte-parole de la Ville. Dès que la barre des 2,5 cm d'accumulation aura été atteinte, les déneigeurs devront suspendre le chargement pour se concentrer sur le déblaiement des rues.

Bon départ

L'opération a pourtant bien débuté hier. Malgré le froid qui sévissait, le soleil a facilité la tâche pour le déblaiement des rues en faisant fondre la neige recouvrant la chaussée. La glace a en effet fondu sur la majorité des artères, ce qui libère le personnel affecté à l'épandage des abrasifs qui peuvent ainsi contribuer au chargement. « Normalement, les opérations d'épandage continuent, mais hier, on a pu se concentrer sur le chargement de la neige », a indiqué M^me^ Lowe.

Certaines administrations ont même pris les devants, comme l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie qui a lancé le bal dès samedi soir. Comme le déneigement y est assuré en partie par le privé, environ la moitié des déneigeurs ont pu commencer rapidement le chargement de la neige.

À l'inverse, les cols bleus devaient prendre une pause de 24 heures, comme le veut la loi, après avoir travaillé sept jours consécutifs. Même si l'hiver est plutôt clément, les cols bleus ne chôment pas, ceux-ci ayant multiplié les opérations pour colmater les nids-de-poule au cours de la dernière semaine.

L'arrondissement de Ville-Marie a également lancé le chargement dès hier matin pour libérer les principales artères du centre-ville à temps pour le retour au travail de ce matin. « Il est nécessaire de commencer plus tôt à cause de la circulation, de tous les travailleurs qui reviennent en ville », explique Patricia Lowe, porte-parole de la Ville. À l'inverse, l'arrondissement voisin du Plateau-Mont-Royal amorce seulement ce matin le chargement.

Il s'agit de la troisième opération de chargement de la neige de l'hiver à Montréal. L'hiver 2012 est beaucoup plus doux que la normale. Depuis novembre, Montréal a reçu 115 cm de neige tandis que la moyenne des 33 dernières années est plutôt de 160 cm à ce moment de la saison. Une opération de chargement coûte en moyenne 20 millions.

PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

Montréal comptait avoir terminé l'opération d'enlèvement de la neige au plus tard jeudi, mais Environnement Canada prévoit que de deux à quatre centimètres tomberont durant la journée d'aujourd'hui, tandis que cinq centimètres s'ajouteront durant la nuit.

La toute nouvelle Impreza 2012

La voiture compacte qui surpasse toutes les attentes.

IMPREZA
Impreza 2.0i 4 portes 2012
Location à partir de 229$ par mois/48 mois, taxes en sus

À LA LOCATION◊ :
- Comptant exigé : 2 245,80 $ (taxes en sus) ou échange équivalent
- Montant total exigé avant le début de location : 2 862,65 $ (taxes incluses)

IMPREZA
Impreza 2.0i 5 portes 2012
Location à partir de 229$ par mois/48 mois, taxes en sus

À LA LOCATION◊ :
- Comptant exigé : 2 575,72 $ (taxes en sus) ou échange équivalent
- Montant total exigé avant le début de location : 3 241,97 $ (taxes incluses)

À LA LOCATION 0$ dépôt de sécurité

km alloués 24 000 km/année
km excédentaires 0,10 $/km

- Silhouette audacieuse : extérieur et intérieur entièrement redessinés
- Tout nouveau moteur BOXER SUBARU de 2,0 litres livrant 148 chevaux de puissance et 145 lb-pi de couple
- Légendaire système de traction intégrale symétrique à prise constante Subaru
- Transmission manuelle à 5 rapports (5MT) ou transmission à variation continue Lineartronic® (CVT) en option pour un rendement énergétique remarquable

Et plus encore…

Découvrez les avantages uniques de la voiture qui offre le meilleur rendement énergétique* parmi toutes les voitures à traction intégrale en Amérique du Nord.

1000 KM† PAR PLEIN
Le véhicule AWD le plus écoénergétique*

Rendement énergétique
Boîte CVT Lineartronic®
Ville/Route (l/100 km) : 7,5/5,5
5MT
Ville/Route (l/100 km) : 8,3/5,9

2011 PRIX VALEURS RÉSIDUELLES‡ alg
MEILLEURE MARQUE GRAND PUBLIC GAMME SUBARU 2011

Meilleur choix sécurité††
INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY
Gamme Subaru 2012

Subaru est le seul constructeur à recevoir une mention « Meilleur choix sécurité » de l'IIHS pour tous ses modèles, et ce, pour une troisième année consécutive.

SUBARU
Confiance et évolution

Japonais et plus encore ! | www.quebec.concessionsubaru.ca

JOHN SCOTTI SUBARU ANJOU
SUBARU BROSSARD BROSSARD
SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY
JOLIETTE SUBARU JOLIETTE
SUBARU MONTRÉAL MONTRÉAL
SUBARU SAINTE-AGATHE SAINTE-AGATHE-DES-MONTS
SUBARU DES SOURCES DOLLARD-DES-ORMEAUX
LACHUTE SUBARU BROWNSBURG
SUBARU DE LAVAL ADM AUTOMOBILES
SUBARU SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE
SUBARU RIVE-NORD BOISBRIAND
CONCEPT AUTOMOBILES GRANBY

◊ À la location, les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont inclus. Transport et préparation inclus. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Recyclage Québec, droit sur les pneus neufs inclus. Le concessionnaire peut offrir un prix ou taux moindre. Offres applicables sur approbation de crédit des Services Financiers Subaru par TCCI. * La comparaison se fonde sur les cotes de rendement énergétique estimatives sur l'autoroute de Ressources naturelles Canada pour tous les véhicules à traction intégrale de l'année 2011. † Il est possible de parcourir jusqu'à 1 000 km avec un plein de carburant, selon la cote de consommation estimative du constructeur de 5,5 l/100 km (route) pour une Subaru Impreza 2012 équipée d'une boîte automatique à variation continue et d'un réservoir de 55 l. La consommation réelle sera variable selon les conditions routières, les habitudes de conduite et la charge du véhicule. †† Mention « Meilleur choix sécurité » pour tous les modèles 2012. Une cote « Bonne » constitue la meilleure cote possible à l'essai de résistance de toit (test de capotage) ainsi que dans les essais de collision frontale déportée à 40 mi/h (65 km/h), de collision latérale à 31 mi/h (50 km/h) et de collision arrière à 20 mi/h (32 km/h) réalisés par l'Institut des assureurs américains (IIHS) (www.iihs.org). Un véhicule doit avoir obtenu la cote « Bonne » aux quatre essais de collision et doit offrir un programme de stabilité électronique (ESC) (Contrôle de la dynamique du véhicule) pour mériter la distinction « Meilleur choix sécurité ». ‡ Prix valeurs résiduelles 2011 ALG Canada pour la gamme Subaru : première position au classement général, catégorie marque grand public. Pour plus d'information sur ces offres, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Photo(s) à titre indicatif seulement. Les spécifications techniques sont sujettes à changement sans préavis. Offres valables jusqu'au 29 février 2012.

ACTUALITÉS

« C'était un pilier de l'hôpital »

Un chirurgien de Lanaudière a perdu la vie dans un violent accident vendredi soir

PHOTO FOURNIE PAR LA FAMILLE

Le Dr Alain Légaré était très engagé dans son milieu de Lanaudière.

VINCENT LAROUCHE

Son travail était de combattre la mort au quotidien. Véritable pilier du milieu médical, il n'avait jamais ménagé d'efforts pour sauver des vies. Mais vendredi soir, la mort a rattrapé le docteur Alain Légaré dans un tragique tour du destin, lorsqu'un accident presque inimaginable lui a coûté la vie sur l'autoroute 40.

« Son modus vivendi, c'était de profiter de la vie au jour le jour, car on ne sait jamais ce qui nous attend le lendemain. Là, c'est lui qui n'a pas eu de chance ! », a laissé tomber sa conjointe, Hélène Bouvier.

Chirurgien très engagé dans son milieu de Lanaudière, le Dr Légaré avait retrouvé des amis d'enfance. Il rentrait après les avoir visités, vendredi soir, lorsqu'il a été victime d'un accident aussi violent qu'inusité.

La tempête de neige avait rendu les conditions routières difficiles. Vers 23 h, un camionneur a perdu la maîtrise de son véhicule, à la hauteur du boulevard Roi-René, dans l'arrondissement d'Anjou.

Le mastodonte d'acier a envoyé valser une série d'atténuateurs d'impact, des barils disposés près des voies rapides. Il a percuté une superstructure de signalisation avec tant de force que celle-ci s'est effondrée sur un deuxième camion à côté.

Des débris ont volé dans les airs. Selon les premiers éléments d'enquête de la Sûreté du Québec, une masse qui pourrait être un des barils ou un morceau de structure s'est écrasé sur le pare-brise d'un automobiliste qui suivait derrière.

Cet homme, c'était le chirurgien Alain Légaré, qui se rendait à son domicile.

« C'était une scène surprenante qui s'étendait sur près de 500 mètres. L'automobiliste était en arrêt cardio-respiratoire. Nous avons tenté des manœuvres sur place. Malheureusement, ça n'a pas fonctionné », résume Stéphane Smith, porte-parole d'Urgences-santé. Les conducteurs des poids lourds n'ont pas été blessés.

Sa plus récente réalisation était la mise sur pied d'une nouvelle clinique de cancer du sein.

Un grand humaniste

Tous ceux qui le côtoyaient sont unanimes: Alain Légaré était un grand humaniste.

« Tout l'hôpital Le Gardeur est sous le choc », dit une infirmière. « C'était un pilier de l'hôpital », ajoute le Dr Paul Buu, chef du service de chirurgie du centre de santé et de service sociaux du sud de Lanaudière.

Le Dr Légaré était engagé dans le Conseil des médecins dentistes et pharmaciens, l'enseignement, la Fondation du CSSS. Sa plus récente réalisation était la mise sur pied d'une nouvelle clinique de cancer du sein.

« Il considérait qu'on était capables de faire mieux dans le suivi. Maintenant ça marche à merveille! Les patientes peuvent témoigner du fait que la prise en charge est magnifique. Alain a touché la vie de tant de patients qu'on ne pourrait pas les compter », affirme le Dr Buu.

« Il travaillait tellement pour la clientèle qu'il pouvait parfois être polarisant. Il voulait tellement que les choses marchent mieux. Il ne lâchait jamais le morceau. Ce n'était pas le genre de médecin qu'on croise sur une base régulière », ajoute-t-il.

Toujours soucieux d'en faire plus, Alain Légaré s'était envolé vers Port-au-Prince pour soigner les blessés après le séisme en Haïti. « Il est revenu enchanté, mais un peu déchiré aussi, car le temps qu'il passait là-bas, c'était du temps qu'il enlevait à ses patients et à sa famille... Il était déchiré, et ça, c'est Alain tout craché », explique le Dr Buu.

Malgré son horaire chargé, le Dr Légaré s'empressait de revenir auprès de sa famille.

« C'était devenu une blague, car il était toujours en retard. Un jour on a compris qu'il pouvait facilement passer une heure et demie avec les gens, surtout s'il devait leur apprendre qu'ils avaient le cancer », résume sa conjointe, qui élevait avec lui leurs enfants de 10, 13 et 19 ans.

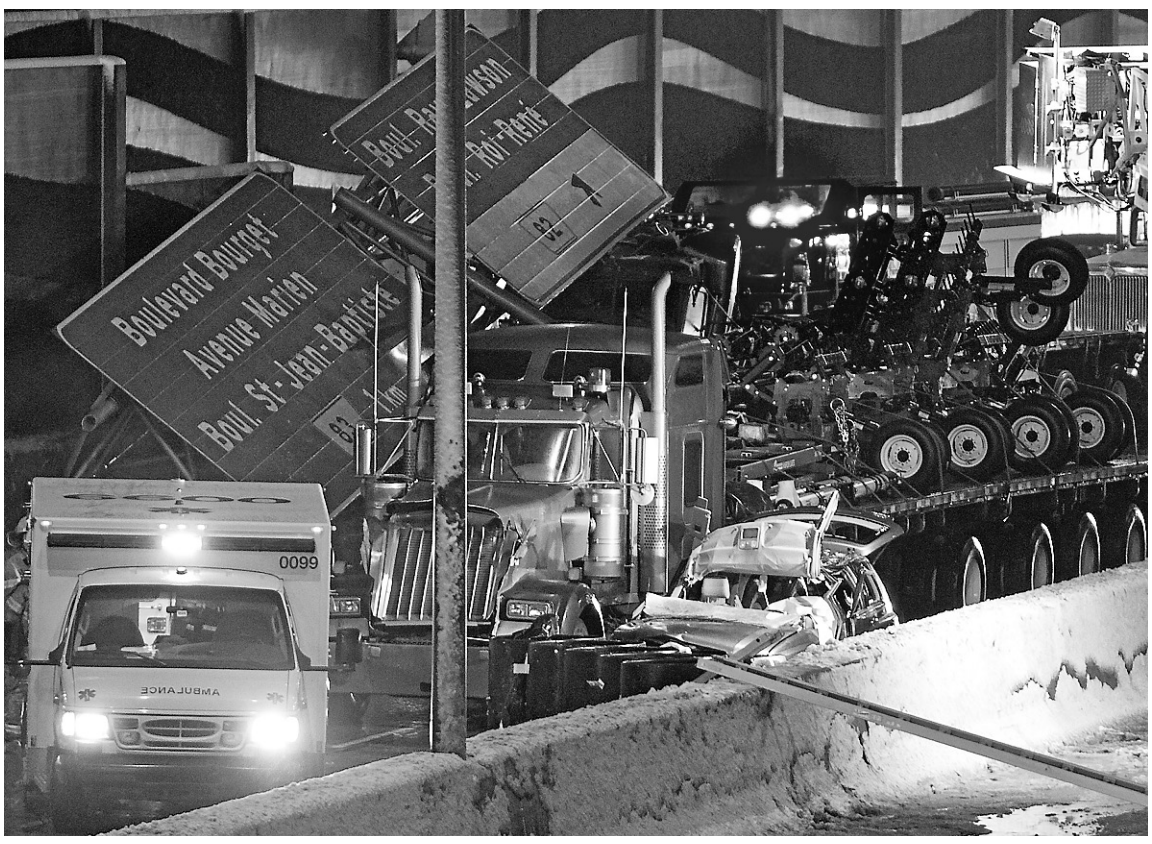


PHOTO STÉPHANE GRÉGOIRE, COLLABORATION SPÉCIALE

Un accident presque inimaginable a coûté la vie au Dr Légaré sur l'autoroute 40, vendredi soir.

ÉCHANGEZ VOS ANCIENS BIJOUX POUR DE NOUVEAUX SOUVENIRS

En tant que l'un des plus prestigieux bijoutiers et marques de confiance en Amérique du Nord, Birks vous offre un service hors pair pour la vente sécuritaire de vos vieux bijoux.

Nous vous invitons à contacter votre magasin Birks pour prendre un rendez-vous. Notre acheteur de métaux précieux sera sur place de 10h à 17h les dates suivantes :

LE 29 FÉVRIER ET 1 MARS 2012
CARREFOUR LAVAL • 450.688.3431

LE 2 ET 3 MARS 2012
FAIRVIEW POINTE CLAIRE • 514.697.5180

BIRKS

WWW.BIRKSECHANGEDOR.COM

VOICI LA MINI COOPER KNIGHTSBRIDGE 2012.

LA TAILLE NE COMPTE PAS QUAND ON EST BIEN ÉQUIPÉ.

Une édition spéciale pour ce classique moderne par MINI avec un paquet d'extras, incluant :

- Toit ouvrant panoramique
- Sièges chauffants
- Bluetooth et interface audio USB
- Entretien périodique sans frais 3 ans / 50 000 km†
- Consommation d'essence : 5,3 l / 100 km (6,8 l / 100 km en ville)

MENSUALITÉ À LA LOCATION
289 $**
MONTANT DÛ À LA LIVRAISON: 3 116$

PRIX DE VENTE
25 713 $
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

TAUX À LA LOCATION
2,9 %*
JUSQU'À 48 MOIS

L'OFFRE SE TERMINE LE 29 FÉVRIER 2012.

ENCORE QUELQUES AUTRES MODÈLES DÉMONSTRATEURS 2011 OFFERTS AVEC RABAIS JUSQU'À
3 000 $

CONSULTEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE POUR PLUS DE DÉTAILS.

MINI BROSSARD
8500, boul. Taschereau Ouest
Brossard (Québec)
450 445-MINI (6464)
MINIbrossard.com

MINI LAVAL
2450, boul. Chomedey
Laval (Québec)
514 773-MINI (6464)
MINIlaval.ca

MINI MONT ROYAL
4070, rue Jean-Talon Ouest
Montréal (Québec)
514 289-MINI (6464)
MINImontroyal.ca

ESSAYEZ-EN UNE

ENTRETIEN PÉRIODIQUE SANS FRAIS†

*Le taux de location est celui offert par Services financiers MINI sur approbation du crédit uniquement quant au modèle ci-après cité en stock : MINI Cooper Knightsbridge 2012. Offre à la location : pour une location de 48 mois, avec versement initial de 2 119 $ (sur approbation de crédit) avec un taux d'intérêt annuel de 2,9 % comportant une mensualité de 289 $. Un montant de 3116 $ est exigé à la signature du contrat de location, lequel montant inclut l'acompte de 2 119 $, un dépôt de sécurité de 289 $, la première mensualité, ainsi que l'enregistrement d'une hypothèque mobilière, la taxe de recyclage de pneus ainsi que la taxe d'accise de 100 $. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 11 564 $. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. L'obligation totale pour la location est de 19 129,60 $ (incluant le dépôt de sécurité). Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km; 0,15 $ du kilomètre excédentaire. Conditions générales : le concessionnaire peut louer (ou vendre) à prix moindre. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Cette offre est d'une durée limitée, sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 29 février 2012. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire MINI pour obtenir tous les détails. Les modèles MINI 2012 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 3 ans ou 50 000 km, selon la première éventualité.
© MINI Canada, 2012. « MINI », le logo MINI, tous les noms de modèles MINI et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à MINI sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

Québec solidaire présente 16 candidats

Les régions de Montréal et de Québec ciblées

DAPHNÉ CAMERON

Déterminé à grossir ses rangs à l'Assemblée nationale, Québec solidaire (QS) concentrera ses énergies dans les vieux quartiers de Montréal et dans la région de Québec aux prochaines élections provinciales.

« Je n'essaierai pas de vous faire croire qu'on aura la même intensité de campagne électorale dans 125 circonscriptions », a déclaré hier Françoise David, co-porte-parole de QS, en marge d'une conférence de presse pendant laquelle elle a présenté une première série de candidatures en vue du prochain scrutin général.

« Il est certain qu'on va mettre des candidats de très, très grande valeur de l'avant dans plusieurs régions où on a eu de bons résultats. Comme certains ne sont pas encore investis, on va attendre avant de donner des noms. C'est évident que dans les vieux quartiers de Montréal, de sondage en sondage, Québec solidaire performe très bien. Et là, on a de très grandes ambitions. Même chose à Québec. »

Des efforts supplémentaires seront donc consentis dans Gouin, où Mme David a « absolument l'intention de l'emporter », et dans Mercier, où le seul élu de la formation politique, Amir Khadir, se représentera. Cette fois-ci, on espère aussi gagner dans Laurier-Dorion, Outremont, Hochelaga-Maisonneuve, Sainte-Marie–Saint-Jacques et Rosemont.

Connus dans leur communauté

Hier, Québec solidaire a présenté publiquement 16 candidats qui brigueront un siège de député sous sa bannière aux prochaines élections. La plupart d'entre eux ne sont pas connus du grand public. « Notre objectif à nous, c'est d'avoir des candidats connus dans leur communauté », a précisé Mme David.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Amir Khadir (au centre) a indiqué que, d'ici à la fin du mois de mars, environ 80 candidatures seraient annoncées.

La féministe et travailleuse communautaire Manon Massé se représentera pour la quatrième fois dans Sainte-Marie–Saint-Jacques, où elle a obtenu environ 15 % des voix aux élections de 2008.

Autre candidature importante, l'ancien président de la fonction publique du Québec de 1996 à 2011, Serge Roy, se représentera pour la troisième fois dans Taschereau, qui est actuellement représentée par la péquiste Agnès Maltais.

Le musicien et producteur Vincent Lemay-Thivierge se présentera pour la première fois dans Saint-Jérôme.

La présidente locale de Mobilisation gaz de schiste de la Vallée des patriotes, Marie-Ève Matthieu, sera candidate dans Richelieu.

Parmi les autres candidats, il y a aussi des syndicalistes (Alexandre Leduc dans Hochelaga-Maisonneuve et Wilfred Cordeau dans Fabre), des enseignants (Flavie Trudel dans Joliette et Valérie Guilloteau dans Lévis) et des personnes issues du milieu communautaire (Andrés Fontecilla dans Laurier-Dorion et Louise Beaudry dans Berthier).

Québec solidaire compte présenter des candidats dans toutes les circonscriptions du Québec. M. Khadir a indiqué que, d'ici à la fin du mois de mars, environ 80 candidatures seraient annoncées.

« Il est dans l'intérêt des Québécois qu'il y ait des élections le plus vite possible. Le taux d'insatisfaction vis-à-vis le gouvernement du Québec est à son maximum, en particulier chez les francophones, où M. Charest accueille 18 % d'intentions de vote. Il y a une volonté de changement extrêmement claire. Je pense que les gens, pour une fois, ont hâte aux élections générales. Nous, à Québec solidaire, nous avons hâte aussi parce que nous sommes bien préparés et nous avons bien hâte de faire élire des députés solidaires à l'Assemblée nationale », a dit Mme David.

Synchronisez vos placements avec votre retraite.

Fonds Catégorie Étape BMO[MD]

Choisissez simplement la date cible qui vous convient. Les fonds, qui investissent dans les fonds négociables en bourse, sont gérés de façon à procurer une croissance les premières années, puis à devenir graduellement plus prudents à mesure que la date cible approche. Songez à en ajouter un à votre REER avant la date limite du 29 février.

Appelez au **1-800-665-7700** ou visitez **bmo.com/pourinvestir**.

BMO Fonds d'investissement[MD]

Ça a du sens. Profitez.[MD]

Les fonds d'investissement BMO sont offerts par BMO Investissements Inc., un cabinet de services financiers et une entité juridique distincte de la Banque de Montréal. Les fonds d'investissement peuvent comporter des frais de courtage, des commissions de suivi, des frais de gestion et des dépenses. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds d'investissement ne sont ni assurés ni couverts par la Société d'assurance-dépôts du Canada, la Régie de l'assurance-dépôts du Québec ou par un autre assureur gouvernemental. La valeur des fonds d'investissement fluctue fréquemment et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement futur. [MD]Marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

Six nouveaux candidats pour la CAQ

DAPHNÉ CAMERON

La Coalition avenir Québec (CAQ) a dévoilé hier six candidats qui la représenteront aux prochaines élections. Il s'agit de novices de la politique inconnus du grand public qui risquent d'affronter des têtes d'affiche au prochain scrutin provincial.

Trois d'entre eux se présenteront dans des circonscriptions détenues par des ministres libéraux, deux dans des circonscriptions représentées par des députés bien en selle du Parti québécois et une candidate aura à affronter le député de Québec solidaire, Amir Khadir.

Le chef de la CAQ, François Legault, refuse toutefois de parler de « candidats poteaux » ou de « candidats sacrifices ».

« Par le passé, les vedettes n'étaient pas nécessairement des vedettes lorsqu'on les a annoncées comme candidats ou candidates. Je pense que ce sont des vedettes potentielles que l'on annonce aujourd'hui. On est en train de se bâtir une équipe avec beaucoup de potentiel », a-t-il déclaré en point de presse dans les locaux de la CAQ, en précisant que plusieurs candidats ne pourront pas annoncer leur saut en politique avant le déclenchement des élections en raison de la nature de leur emploi.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Le chef de la CAQ, François Legault (au centre), refuse de parler de « candidats poteaux » ou de « candidats sacrifices ».

La CAQ a recruté la conseillère municipale de Sainte-Anne-de-Bellevue Paola L. Hawa. L'avocate de 48 ans qui se définit comme une « *West-Island soccer mom* » fera campagne dans Jacques-Cartier, circonscription détenue par Geoffrey Kelley, ministre responsable des Affaires autochtones.

Le parti dont l'un des principaux chevaux de bataille est l'éducation a aussi repêché Jean-François Roberge, un enseignant au primaire qui a siégé au conseil supérieur de l'éducation et à l'Association de défense des jeunes enseignants du Québec. Il a également travaillé comme vice-président du comité de direction du Parti québécois dans Vachon, en 2007-2008. Il se présentera d'ailleurs dans cette circonscription, qui a été emportée, lors d'un scrutin partiel en juillet 2010, par la péquiste Martine Ouellet, actuellement porte-parole de l'opposition officielle en matière de mines et de gaz de schiste.

L'avocate et médiatrice Julie Boncompain tentera de ravir Mercier au porte-parole de Québec solidaire, Amir Khadir.

Dans la circonscription de Châteauguay, représentée par le ministre des Transports, Pierre Moreau, la CAQ a choisi de présenter le fondateur et président de la chambre de commerce et d'industrie Royal Roussillon, Denis Leftakis.

L'ancien président du congrès hellénique du Canada et ancien vice-président de la Communauté hellénique du Grand Montréal et du Congrès hellénique du Québec, George Manolikakis, sera candidat dans Saint-Laurent, circonscription détenue par Jean-Marc Fournier, ministre de la Justice et leader parlementaire du gouvernement.

Chantal Soucy, qui travaille au sein de l'unité Propriétés immobilières d'Hydro-Québec, sera candidate dans Verchères, où Stéphane Bergeron, porte-parole de l'opposition officielle en matière d'affaires municipales, a été élu aux dernières élections.

ACTUALITÉS

Il ne vendait pas de bière

RIMA ELKOURI
CHRONIQUE

« Vendez-vous de la bière ici ? » C'était un samedi soir, vers 19 h, à Laval. Mohamed, 23 ans, commis dans une station-service, a vu entrer un client.

Un homme costaud dans la vingtaine, qui venait tout juste de mettre de l'essence.

« Vendez-vous de la bière ici ? a-t-il demandé.

– Non, nous n'en vendons pas, a répondu Mohamed.

– Comment ça que vous ne vendez pas de bière ? »

Mohamed a expliqué que cela prenait un permis d'alcool pour le faire. Il a aussi précisé que le propriétaire de la station-service, musulman comme lui, avait choisi de ne pas en vendre.

– C'est cave ! », a répondu le client.

Mohamed n'a pas voulu se lancer dans un débat avec le client frustré. Il lui a remis son reçu. L'homme l'a chiffonné et est sorti de la station-service furieux. Il a renversé la poubelle placée entre deux pompes à essence. Les déchets se sont répandus sur le sol. Alors que le client venait de monter dans sa voiture, Mohamed est allé ramasser les déchets. Le client est alors sorti de sa voiture encore plus furieux. Il s'est approché de Mohamed. Il lui a enlevé ses lunettes et les a lancées. Il l'a défié du regard. Mohamed se sentait comme un enfant du primaire qui se fait intimider dans la cour d'école.

« Qu'est-ce que je t'ai fait ? a demandé Mohamed à l'homme qui le regardait avec un sourire narquois.

– Tu me fais chier. Tu vends pas de la bière. C'est cave. »

Le client l'a poussé violemment. Mohamed est tombé. Il a ramassé ses lunettes. Il a tenté de prendre en note le numéro de la plaque d'immatriculation, ce qui a irrité encore davantage le client.

En état de choc, Mohamed est retourné à l'intérieur de la station-service. Il a saisi le marteau qui sert à casser la glace dans le lave-auto. Devait-il se défendre ou non ? Au lieu de jouer au chevalier frondeur, il a choisi d'utiliser le marteau pour bloquer la porte et s'assurer que le client le laisse en paix.

Secoué, il a appelé la police. Sur le coup, il n'a pas du tout compris ce qui venait de lui arriver. Ce n'est qu'en reconstituant l'histoire pour les policiers qu'il s'est rendu compte du caractère sans doute raciste de l'agression.

Trois semaines après l'événement, Mohamed en est encore bouleversé. Passe encore la douleur physique – il s'en est sorti avec une entorse cervicale. Ce qui lui fait le plus mal, c'est ce qui ne paraît pas.

« Je me suis remis en question quant à mon appartenance. J'ai 23 ans. Je suis né ici. J'ai grandi à Hochelaga-Maisonneuve et à Laval, à l'époque où il n'y avait pas d'immigrants. Je me suis toujours vu comme un Québécois. Et là, pour la première fois, je me suis dit : "Est-ce que les gens me voient comme moi, je me vois" » ?

S'il devait mettre sur les plateaux d'une balance son appartenance à sa culture tunisienne d'origine et son appartenance à la culture québécoise, le côté québécois aurait beaucoup plus de poids, dit-il. « C'était clair dans ma tête. » C'était.. Ce l'est moins. Tout est embrouillé maintenant.

Je raconte ici l'histoire comme Mohamed, jeune homme sensible et réfléchi, étudiant à l'École nationale d'aéronautique, la raconte lui-même. Il n'y a pas de témoin. Pas de suspect arrêté. Pour des raisons qui restent nébuleuses, le propriétaire de la station-service n'a pas remis à Mohamed la vidéo de surveillance qui pourrait servir de preuve. Après avoir promis de le faire, il a dit qu'elle a été effacée. Au téléphone, il a refusé de répondre à mes questions. Oui, il arrive souvent que des clients soient frustrés, confirme-t-il. Pour le reste, il a renvoyé mes questions à la police et au principal intéressé.

La police confirme que l'enquête est « à suivre » sans pouvoir m'en dire davantage. Quant à Mohamed, il ne travaille plus à la station-service. Il s'est senti trahi par son patron.

Il ne tenait pas d'emblée à raconter son histoire. Pas du genre à se poser en victime. Devant ses camarades à l'école, au lendemain de l'événement, il était presque gêné. Il a raconté l'histoire en riant, passant sous silence la détresse bien réelle dans laquelle cet événement l'avait plongé.

C'est Marie-Ève Mathieu, son prof de français, qui l'a encouragé à en parler sans se cacher derrière le rire, tant elle a été choquée par la violence de l'événement. Femme engagée dans sa communauté, cette enseignante n'est pas du genre à se taire. Elle est présidente du comité Mobilisation gaz de schiste de la Vallée des Patriotes et candidate de Québec solidaire. Elle aime rappeler à ses étudiants (immigrants ou fils d'immigrants pour la plupart) qu'ils ne sont pas impuissants devant l'intolérable. À moins de se taire et de ne rien faire.

Mohamed a suivi ses conseils. Il a choisi de ne pas se taire. Il ne cherche pas la revanche, mais la justice. « Ça me rassurerait de savoir que ces choses-là ne sont pas tolérées. »

Moi aussi.

« J'ai 23 ans. Je suis né ici. J'ai grandi à Hochelaga-Maisonneuve et à Laval, à l'époque où il n'y avait pas d'immigrants. Je me suis toujours vu comme un Québécois. Et là, pour la première fois, je me suis dit : "Est-ce que les gens me voient comme moi, je me vois ?" »
— Mohamed, 23 ans, commis dans une station-service et étudiant à l'École nationale d'aéronautique

Pour joindre notre chroniqueuse : **rima.elkouri@lapresse.ca**

EN BREF

Appels frauduleux : davantage de circonscriptions touchées ?

La controverse des appels automatisés semble vouloir prendre de l'ampleur puisque les partis de l'opposition soutiennent que le nombre de circonscriptions touchées par ces coups de fil frauduleux durant les dernières élections fédérales est beaucoup plus important que prévu. Le député néo-démocrate de Winnipeg-Centre, Pat Martin, a affirmé que les électeurs d'au moins 34 circonscriptions avaient reçu de faux appels, même si son parti n'en dénombre que 29. De son côté, le leader libéral Bob Rae a déclaré que son parti savait que 27 circonscriptions avaient été touchées, mais qu'il s'attendait à ce que d'autres s'ajoutent à la liste aujourd'hui au moment de la reprise des travaux à la Chambre des communes. L'opposition accuse les conservateurs de Stephen Harper d'avoir eu recours à des tactiques douteuses lors de la plus récente campagne électorale ; le Parti conservateur a démenti ces allégations. Élections Canada et la police examinent actuellement des allégations concernant des appels automatisés qui auraient eu lieu dans 18 circonscriptions pour aviser les gens que leur bureau de vote avait été déplacé, ce qui n'était pas le cas. M. Martin a précisé être certain du nombre qu'il avançait et qu'il avait même entendu parler depuis d'événements semblables dans deux autres circonscriptions, mais qu'il ne les avait pas encore ajoutées à sa liste.
— La Presse Canadienne

Projet ferroviaire : le PQ veut connaître les coûts

Le Parti québécois somme le gouvernement Charest de rendre publique une étude menée sur les coûts de deux projets ferroviaires visant à desservir les banlieues de l'ouest de Montréal et l'aéroport Montréal-Trudeau. Le critique péquiste en matière de transports, Nicolas Girard, estime que le gouvernement garde cette étude « secrète », car elle démontre que mettre sur pied deux projets distincts n'est pas rentable et que cela entraînera des dépenses supplémentaires de 400 millions aux contribuables. Les deux projets devraient être intégrés, a-t-il déclaré hier en point de presse. L'étude, qui a coûté 1,2 million, a été menée en 2006 par la société Pricewaterhouse.
— Daphné Cameron

Avantageux, les services publics

Les résultats d'une étude dévoilée hier sur les services publics confirment la position du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) qui estime qu'ils sont avantageux pour la population québécoise. L'étude, réalisée par l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC), indique qu'en 2007-2008, les avantages tirés des services publics étaient évalués à environ 17 000$ par personne. Selon la porte-parole du SISP, Lucie Martineau, cette étude réfute les arguments des partisans de la privatisation et du retrait de l'État, qui laissent souvent entendre que les services publics sont trop coûteux ou inefficaces. — La Presse Canadienne

CENTRES DE LA PETITE ENFANCE

Québec signe une entente de principe avec la CSN

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Après des négociations intenses, le gouvernement Charest et les 8500 éducatrices affiliées à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) ont finalement conclu une entente de principe.

Cette entente est intervenue vendredi midi, mais les parties s'étaient entendues pour maintenir le silence radio jusqu'à ce que les délégués du secteur des centres de la petite enfance (CPE) de la CSN prennent connaissance de son contenu hier. Ceux-ci ont approuvé l'entente. Elle devra toutefois être entérinée dans des assemblées générales.

L'entente prévoit les mêmes augmentations salariales que pour le secteur public: de 6 % à 10,5 % sur cinq ans, en fonction de la croissance économique et de l'inflation. Ces hausses sont rétroactives au 1er avril 2010.

Une éducatrice pourra obtenir 4 semaines de vacances après 5 ans de service et 5 semaines après 15 ans. Au départ, Québec voulait accorder 5 semaines après 25 ans de service; la CSN voulait les avoir après 10 ans. À titre comparatif, un fonctionnaire obtient 4 semaines dès qu'il a 1 an de service et 5 semaines après 25 ans.

L'entente crée un « plancher » de 13 jours fériés et de 10 journées de maladie, comme le demandait la CSN. Les éducatrices qui ont plus de congés ou de vacances conservent leurs acquis pour la durée de l'entente, donc jusqu'au 31 mars 2015. Mais après, ces acquis seront perdus – sauf pour les journées de maladie – afin d'uniformiser les conditions de travail dans l'ensemble des CPE. Des compensations financières seront versées entre 2016 et 2018 aux éducatrices touchées.

« Ça n'a pas été facile d'arriver à cette entente, mais on a finalement un règlement positif. » — Louise Labrie, responsable du secteur des CPE à la CSN

Assurances collectives

Le financement des assurances collectives était un autre litige important. Le gouvernement a décidé de faire passer sa contribution de 3 % à 4 % de la masse salariale d'un CPE. Le régime d'assurances sera revu dans les prochaines années.

Québec instaure un programme de préretraite. Une éducatrice pourra, à compter de 55 ans, réduire son temps de travail tout en conservant son poste. Ce sera possible pour une durée maximale de 60 mois.

Forum sur la gouvernance

Les éducatrices conservent leur place au sein des conseils d'administration des CPE. La ministre de la Famille, Yolande James, entend tenir un forum sur la gouvernance des CPE.

En entrevue à *La Presse*, elle s'est réjouie de la conclusion de cette entente qui « reconnaît le travail des éducatrices et respecte la capacité de payer des contribuables ». Pour Louise Labrie, responsable du secteur des CPE à la CSN, « ça n'a pas été facile d'arriver à cette entente, mais on a finalement un règlement positif ». Une à deux journées de grève ont eu lieu dans les 360 CPE syndiqués à la CSN. Les conventions collectives des éducatrices sont échues depuis deux ans.

Les assemblées générales pour entériner l'entente de principe n'auront lieu qu'au terme des négociations sur le plan régional entre la CSN et les associations de CPE. Des « blocages importants » existent toujours à Montréal, à Laval, en Montérégie en Estrie, a noté Louise Labrie.

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs berline CTS à transmission automatique 2012 (6DM69/1SB/MXO) et SRX TA 2012 (6NG26/1SA). Les frais liés à l'inscription au RDPRM, si applicables, et les droits sur les pneus sont en sus et payables à la livraison. Le modèle illustré peut comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. Prix à l'achat de 38 135$ pour la CTS et de 42 843 $ pour le SRX. Paiements mensuels basés sur une location de 48 mois, à un taux de location de 0,9 % pour la berline CTS et de 1,9 % pour le SRX. Sur approbation de crédit de la FinancialLinx Corporation. Limite annuelle de 20 000 km ; 0,20 $ par kilomètre excédentaire. Première mensualité exigible à la livraison. Aucun dépôt de sécurité requis. Transport (1 550 $) et taxe de climatisation (100 $) inclus. Immatriculation, assurance, droits et taxes en sus. Comprend un rabais (avant les taxes) de 2 500$ pour la berline CTS et de 1 000$ pour le SRX. Ce rabais est un crédit de livraison offert au concessionnaire par le fabricant et est offert aux particuliers seulement. 2. Programme Entretien supérieur de Cadillac sans frais de 4 ans ou 80 000 km. Selon la première éventualité. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excepté la région de Gatineau - Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peuvent être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 888 446-2000 ou visitez gm.ca.**

SÉRIE L'ARGENT

La longueur de notre chaîne

Pour le dernier volet de notre série sur l'argent, notre chroniqueur laisse la parole aux lecteurs qui lui ont fait part du rapport souvent complexe qu'ils entretiennent avec leur propre consommation.

PATRICK LAGACÉ

PHOTO ARCHIVES LA VOIX DE L'EST

Plusieurs lecteurs ont écrit pour souligner l'importance de s'éduquer, de s'informer, sur le fric et les dettes.

C'était une série sur l'argent. Fatalement, c'est devenu une série sur la consommation et la surconsommation. Vous m'avez expliqué, bien souvent, comment le « besoin » de dépenser vous consumait, dans de longs témoignages, très intimes et très viscéraux.

Francis, sibyllin: « La douleur causée par le manque peut parfois nous ouvrir les yeux et nous aider à sortir de la matrice... »

Quelle matrice? Francis n'a pas expliqué.

Je l'ai pris comme une référence à la trilogie des films des frères Wachowski: notre matrice à nous étant cette société qui nous pousse à acheter tant de choses dont nous n'avons pas vraiment besoin, à crédit, pour impressionner trop de gens que nous n'aimons pas, selon une formule entendue quelque part...

■■■

Victor Lebow, économiste américain, penseur de la société de consommation, a tracé les contours de la matrice, en 1955:

« Notre très productive économie exige que nous fassions de la consommation notre mode de vie, que nous transformions l'achat et l'utilisation de biens en rituels, que nous cherchions une satisfaction spirituelle, une satisfaction de l'ego dans la consommation [...]. Plus l'individu est invité à se conformer à des normes sociales consensuelles, plus il tend à exprimer ses aspirations et son individualité selon ce qu'il porte, conduit, mange... Sa maison, son auto, les portions dans ses repas, ses hobbies. »

Une image: on ne trouve jamais un espace vide, les week-ends, dans les parkings de centres commerciaux. La question: quel vide comble-t-on, dans ces boutiques, dans ces grandes surfaces bercées par la muzak?

Véronique, dans un témoignage de 2724 mots (cette chronique en compte 802!) relatant sa vie de mégaconsommatrice:

« L'entourage voyage, dépense, s'habille cher, va au resto. L'entourage a l'air d'avoir de l'argent qui lui tombe du ciel. Ils transpirent l'abondance. Et moi, je tombe dans le piège. Je veux transpirer l'abondance et non la sueur. Le piège de l'appartenance à un style de vie, celui du culte de l'ère où "on-pense-à-soi, on-se-fait plaisir-et-surtout-on-profite-de-la-vie", le culte du bonheur optimal finalement...

« On "améliore" sa qualité de vie, c'est bon pour la santé mentale, qu'ils disent. Donc on "prend soin de soi". On fait du yoga parce que c'est bon pour l'esprit, on s'inscrit au gym année après année (même si on le boude après les deux premiers mois), parce que c'est bon pour la santé. On s'achète un tapis de yoga, des cossins d'entraînement pour la maison, au cas où on n'aurait pas le temps d'aller au yoga et au gym... On finit par ne faire ni l'un ni l'autre... »

Catherine, qui a fait un *deal* avec ses enfants: le fric de vos cadeaux de fête et de vos allocations, on le met dans un pot. Si vous voulez aller en voyage familial, vous allez contribuer. « Si on part, ils vont avoir fait des sacrifices. Ils vont avoir désiré. C'est important. »

Parlant de désir, David Desjardins, mon ami de *Voir Québec*: « Les gens se tuent à suivre la parade. Ils souffrent de la seule chose qu'ils ont trouvée pour jouir. »

Du désir, encore. Kevin, qui fréquentait jadis un site de rencontres: « Plusieurs filles disaient: "Je suis une passionnée du magasinage." Ça me faisait rire. Ou ça me décourageait, c'est selon... »

■■■

Plusieurs histoires sur le crédit facile, sur le lien *pusher-junkie* que nourrissent les banques avec leurs clients, en leur mettant constamment des offres de crédit sous le nez. David, qui paie rubis sur l'ongle son solde mensuel, sans jamais atteindre sa limite: « J'ai reçu une lettre de la banque. Ils me proposent de doubler ma limite de crédit, pour "répondre à mes besoins"! Que savent-ils de mes besoins? Ce qu'ils veulent dire, c'est qu'ils ne font pas une crisse de cenne avec moi. Et qu'en doublant la limite, ils espèrent que je serai assez cave pour l'atteindre... »

Plusieurs m'ont écrit pour souligner l'importance de s'éduquer, de s'informer, sur le fric et les dettes. Samuel, conseiller en planification financière: « Nous ne sommes pas des analphabètes de la finance, M. Lagacé. Nous sommes des autruches. »

Peut-être...

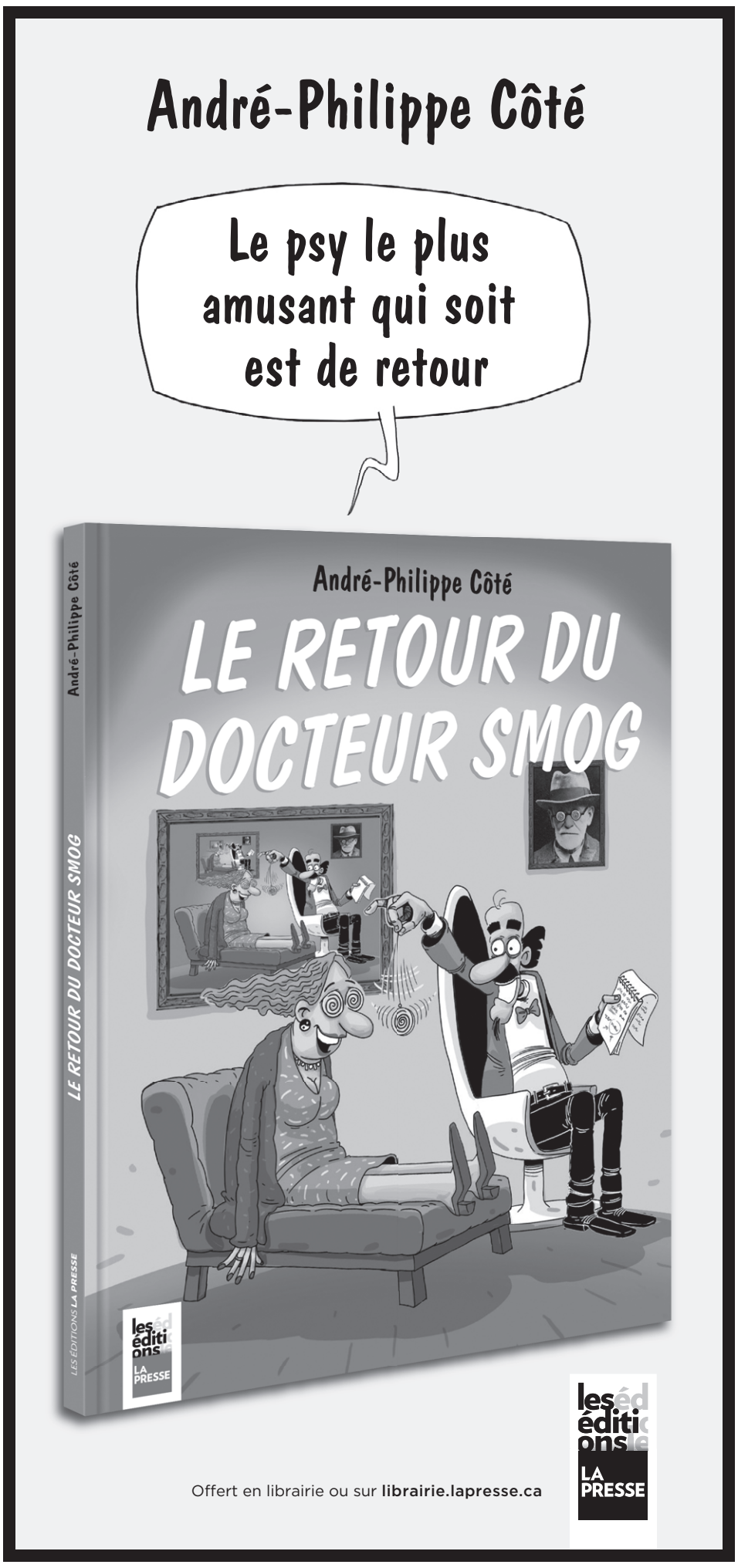
Une image: on ne trouve jamais un espace vide, les week-ends, dans les parkings de centres commerciaux. La question: quel vide comble-t-on, dans ces boutiques, dans ces grandes surfaces bercées par la muzak?

Réponse d'Hugo Laplante, homme d'immobilier, cité quelques fois dans cette série: « Si les gens étaient plus heureux, ils auraient moins envie de dépenser. »

Comme l'écrit sur son blogue Denis Blondin, anthropologue, auteur de l'essai *La mort de l'argent*: « Article premier de la Grande déclaration de l'argent: tous les humains naissent ego... »

Le mot de la fin appartient à Mylène, qui transcende la simple consommation: « Chaque jour, avec notre argent, nous faisons des choix. Ces choix nous gardent enchaînés ou nous libèrent. Lecteurs de Patrick, avez-vous pensé à la longueur de votre chaîne? »

MERCI — Merci à tous ceux qui ont témoigné lors de mon appel à tous. Désolé de ne pas avoir pu répondre à tous les messages, il y en avait trop. Merci à ceux qui ont accepté de témoigner, à visage découvert ou pas, cités dans la série ou pas.



RÉUNION DES CENTRES DE GOUVERNEMENT DE L'OCDE

Harper autorise des coûts excédentaires

DEAN BEEBY
LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le premier ministre Stephen Harper a approuvé une facture de près de 22 000$ liée à la visite de bureaucrates européens au Canada, l'automne dernier, tandis que son gouvernement prêchait la modération sur le plan budgétaire.

Selon des documents obtenus par La Presse Canadienne, le séjour de trois jours a donné lieu à une réception au Musée des beaux-arts du Canada, à deux dîners et à un souper officiel à Rideau Hall.

La note finale pour l'événement, qui s'est déroulé du 18 au 20 octobre, s'élève à près de 112 000$ et comprend les frais de transport, d'hébergement et de divertissement ainsi que 2250$ de cadeaux offerts aux invités.

Parmi les visiteurs figuraient six personnes du siège social parisien de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui ont discuté avec M. Harper et de hauts fonctionnaires de la meilleure façon de réduire les dépenses gouvernementales.

Cette réunion des centres de gouvernement de l'OCDE se tient chaque année depuis 1993 dans l'un des pays membres de l'organisation. C'était la première fois qu'elle avait lieu au Canada. Wayne Wouters, greffier du Conseil privé et plus haut fonctionnaire du gouvernement, en était l'hôte.

Sur les 45 personnes présentes, 10 faisaient partie du gouvernement. Les autres provenaient des pays de l'OCDE ou de son siège social.

Étant donné que les coûts excédaient le seuil des 5000$ imposé par le gouvernement pour ce genre d'événement, le premier ministre a dû lui-même approuver la facture en tant que chef du bureau du Conseil privé. Sa signature était également nécessaire pour l'alcool gratuit.

« Nous faisons tout en notre pouvoir pour limiter les coûts associés à cet événement », a écrit Wayne Wouters à M. Harper le 11 septembre dans une note lui demandant son approbation. « En tant qu'hôte, le Canada doit offrir un certain niveau d'hospitalité, dont une réception pour souhaiter la bienvenue aux délégués le soir de leur arrivée et un souper officiel. »

Il a ajouté que, pour des raisons de courtoisie et de protocole, des boissons alcoolisées seraient servies durant la réception, le souper officiel et les deux dîners. M. Wouters a aussi souligné que le budget pour la réception dépassait le prix maximal par personne établi par le Conseil du Trésor, autre détail exigeant l'aval de M. Harper.

D'après le porte-parole du bureau du Conseil privé, Raymond Rivet, la facture a été réduite de 16 000$.

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs 2012 Sonic (1JU69/1SA) et Cruze (1PJ69/1SA). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. Consommation établie selon la méthodologie approuvée par Transports Canada pour la Sonic avec moteur de 1,8 L et boîte manuelle 6 vitesses ainsi que pour la Cruze avec moteur de 1,4 L et boîte manuelle 6 vitesses spécifique au modèle ECO avec surmultipliée à trois cônes. Votre consommation réelle de carburant peut varier. 2. Prix à l'achat de 15 140 $ pour la berline Sonic et de 16 650 $ pour la Cruze. Paiements mensuels basés sur une location de 60 mois, à un taux de location de 3,8 %. Sur approbation de crédit de la FinancièreLinx Corporation. Inclut un crédit de livraison de 500 $. Le rabais à la livraison est un crédit de livraison offert au concessionnaire par le fabricant et est réservé aux particuliers. Transport (1 495 $) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. Limite annuelle de 20 000 km ; 0,16 $ par kilomètre excédentaire. Les versements mensuels peuvent varier selon la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Première mensualité exigible à la livraison. Aucun dépôt de sécurité requis. 3. L'offre s'applique au financement de véhicules neufs Buick Regal 2011, Chevrolet Cruze 2011, Chevrolet Orlando et Sonic 2012, ainsi que Buick Verano et Regal 2012, sur approbation de crédit des Services de financement TD. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers au Canada, du 6 janvier 2012 au 29 février 2012. Le premier paiement mensuel sera différé pour 180 jours et le contrat de financement sera prolongé en conséquence. Aucun intérêt ne court sur les montants impayés durant la période du différé. Après 150 jours, les intérêts commenceront à courir et l'acheteur remboursera le capital et les intérêts pendant la durée du contrat. Certaines conditions s'appliquent. Les étudiants ou les diplômés récents sont admissibles à un rabais de 500 $ (taxes incluses) applicable à l'achat ou à la location d'une Sonic ou Cruze 2012 neuf admissible livré entre le 4 janvier 2012 et le 3 janvier 2013. Le véhicule doit être immatriculé uniquement au nom du demandeur (mais les contrats peuvent être cosignés) pendant un minimum de 6 mois et 12 000 km. Détails du programme chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca. Exemple : basé sur un financement de 15 000 $ à un taux annuel de 0 %, le paiement mensuel est de 416,67 $ pour 36 mois. Le coût d'emprunt est de 0 $, et l'obligation totale est de 15 000 $. L'offre ne comporte aucun paiement d'intérêts. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers admissibles. Certaines conditions s'appliquent. Les étudiants ou les diplômés récents sont admissibles à un rabais de 500 $ (taxes incluses) applicable à l'achat ou à la location d'une Sonic ou Cruze 2012 neuf admissible livré entre le 4 janvier 2012 et le 3 janvier 2013. Le véhicule doit être immatriculé uniquement au nom du demandeur (mais les contrats peuvent être cosignés) pendant un minimum de 6 mois et 12 000 km. Détails du programme chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca. 4. Financement à l'achat de 0 % offert sur approbation de crédit des Services de financement TD pendant 36 mois sur Sonic et Cruze 2012 de Chevrolet. Les taux des autres institutions financières s'appliquent. 4. Financement à l'achat de 0 % offert sur approbation de crédit des Services de financement TD pendant 36 mois sur Sonic et Cruze 2012 de Chevrolet. Les taux des autres institutions financières s'appliquent. Les étudiants ou les diplômés récents sont admissibles à un rabais de 500 $. Le rabais à la livraison est un crédit de livraison offert au concessionnaire par le fabricant et est réservé aux particuliers. Transport (1 495 $) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. Limite annuelle de 20 000 km ; 0,16 $ par kilomètre excédentaire. Les versements mensuels peuvent varier selon la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Première mensualité exigible à la livraison. Aucun dépôt de sécurité requis. 3. L'offre s'applique au financement de véhicules neufs Buick Regal 2011, Chevrolet Cruze 2011, Chevrolet Orlando et Sonic 2012, ainsi que Buick Verano et Regal 2012, sur approbation de crédit des Services de financement TD. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers au Canada, du 6 janvier 2012 au 29 février 2012. Le premier paiement mensuel sera différé pour 180 jours et le contrat de financement sera prolongé en conséquence. Aucun intérêt ne court sur les montants impayés durant la période du différé. Après 150 jours, les intérêts commenceront à courir et l'acheteur remboursera le capital et les intérêts pendant la durée du contrat. Certaines conditions s'appliquent. Un versement initial, un échange et/ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. Le versement mensuel et le coût du crédit peuvent varier selon le montant emprunté et le versement initial/échange. Exemple : basé sur un financement de 15 000 $ à un taux annuel de 0 %, le paiement mensuel est de 416,67 $ pour 36 mois. Le coût d'emprunt est de 0 $, et l'obligation totale est de 15 000 $. L'offre ne comporte aucun paiement d'intérêts. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers admissibles. Certaines conditions s'appliquent. Les étudiants ou les diplômés récents sont admissibles à un rabais de 500 $ (taxes incluses) applicable à l'achat ou à la location d'une Sonic ou Cruze 2012 neuf admissible livré entre le 4 janvier 2012 et le 3 janvier 2013. Le véhicule doit être immatriculé uniquement au nom du demandeur (mais les contrats peuvent être cosignés) pendant un minimum de 6 mois et 12 000 km. Détails du programme chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca. 5. Consommation établie selon la méthodologie approuvée par Transports Canada pour la Cruze avec moteur de 1,4 L et boîte manuelle 6 vitesses spécifique au modèle ECO avec surmultipliée à trois cônes. Votre consommation réelle de carburant peut varier. 6. Prix à l'achat de 16 650 $ pour la Cruze. Paiements mensuels basés sur une location de 60 mois, à un taux de location de 3,8 %. Sur approbation de crédit de la FinancièreLinx Corporation. Inclut un crédit de livraison de 500 $. Le rabais à la livraison est un crédit de livraison offert au concessionnaire par le fabricant et est réservé aux particuliers. Transport (1 495 $) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. Limite annuelle de 20 000 km ; 0,16 $ par kilomètre excédentaire. Les versements mensuels peuvent varier selon la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Première mensualité exigible à la livraison. Aucun dépôt de sécurité requis. 7. L'offre s'applique au financement de véhicules neufs Buick Regal 2011, Chevrolet Cruze 2011, Chevrolet Orlando et Sonic 2012, ainsi que Buick Verano et Regal 2012, sur approbation de crédit des Services de financement TD. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers au Canada, du 6 janvier 2012 au 29 février 2012. Le premier paiement mensuel sera différé pour 180 jours et le contrat de financement sera prolongé en conséquence. Aucun intérêt ne court sur les montants impayés durant la période du différé. Après 150 jours, les intérêts commenceront à courir et l'acheteur remboursera le capital et les intérêts pendant la durée du contrat. Certaines conditions s'appliquent. Un versement initial, un échange et/ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. Le versement mensuel et le coût du crédit peuvent varier selon le montant emprunté et le versement initial/échange. Exemple : basé sur un financement de 15 000 $ à un taux annuel de 0 %, le paiement mensuel est de 416,67 $ pour 36 mois. Le coût d'emprunt est de 0 $, et l'obligation totale est de 15 000 $. L'offre ne comporte aucun paiement d'intérêts. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers admissibles. Certaines conditions s'appliquent. Les étudiants ou les diplômés récents sont admissibles à un rabais de 500 $ (taxes incluses) applicable à l'achat ou à la location d'une Sonic ou Cruze 2012 neuf admissible livré entre le 4 janvier 2012 et le 3 janvier 2013. Le véhicule doit être immatriculé uniquement au nom du demandeur (mais les contrats peuvent être cosignés) pendant un minimum de 6 mois et 12 000 km. Détails du programme chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.** Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre, de prolonger ou de supprimer ces offres pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre, avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis.

LA TRAGÉDIE INUITE

PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

Harry Quara, technicien en comportement, intervient auprès d'une élève de 4e année. « Au début, je trouvais mon nouveau rôle difficile. Maintenant, ça va mieux. Les jeunes me connaissent, ils me voient dans le village, ils ont confiance », raconte M. Quara.

PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

Deux élèves de maternelle de l'école primaire Ikaarvik portent leur poupée dans un amarutik, porte-bébé traditionnel inuit.

Le choc des cultures

La culture et la langue sont des éléments phare de la vie des Inuits. En l'espace d'une cinquantaine d'années, ils sont passés de l'igloo à l'internet. Mais le choc culturel reste immense entre les communautés du Nord et les travailleurs venus du Sud.

PASCALE BRETON

PUVIRNITUQ — Quand les enseignants qui arrivent du Sud descendent de l'avion, quelques jours avant la rentrée scolaire de septembre, ils ne connaissent généralement rien de la culture ou des traditions inuites.

Dans le meilleur des cas, ils baragouinent « bonjour » ou « merci » en inuktitut.

Le premier choc se vit en classe. Les élèves arrivent constamment en retard. Ils sortent au milieu d'un cours sans permission. Ils parlent en inuktitut entre eux. Les classes sont dissipées, désorganisées. Les élèves traînent avec eux des problèmes familiaux complexes. L'enseignant veut imposer sa façon de faire, celle du Sud, les enfants se braquent.

Désemparés, certains enseignants refont leurs bagages après quelques mois. D'autres terminent l'année scolaire et retournent dans le Sud. Quelques-uns, plus rares, sont séduits par la région et s'y installent quelques années.

Le taux de roulement est élevé. À l'école Iguarsivik, qui regroupe les élèves de la 4e année à la 5e secondaire, la moitié des enseignants venus du Sud sont nouveaux. Certains élèves ont vu défiler cinq enseignants dans une même classe depuis septembre. Rien pour favoriser l'apprentissage.

« Les gens ne se livrent pas facilement. Ils savent très bien que tous les Blancs ici sont de passage. Qu'on reste un an, cinq ans, dix ans, on est de passage », lance d'ailleurs Richard Therrien, nouveau directeur de l'école.

M. Therrien a travaillé six ans comme directeur d'école dans un autre village du Nunavik avant de s'installer à Puvirnituq à la fin de l'été. Après toutes ces années, il a appris à connaître certaines subtilités de la culture inuite.

Mais il est revenu à la case départ. Il doit apprendre à connaître ses nouveaux élèves et, surtout, leurs parents. Bien souvent, ces derniers ne parlent ni anglais ni français. « Ce serait plus facile si je parlais inuktitut », lance-t-il.

« C'est très différent », confirme Rolland Glaude, qui enseigne le français et les sciences humaines au secondaire.

L'enseignant est arrivé à la mi-octobre, alors que l'année scolaire était déjà entamée. Il n'avait pas trop d'attentes, il espérait surtout laisser une empreinte chez les enfants. « Comme on dit, je fais de mon mieux, mais je ne sais pas vraiment si je les aide. Moi, c'est vraiment ça que je veux, les aider, les faire réussir. »

La première année d'enseignement dans le Nord est toujours difficile, peu importe pour qui, soutient Paulusi Angiyou. Natif de Puvirnituq, il enseigne l'inuktitut aux adolescents du secondaire.

« Ça n'a rien à voir avec le fait de parler inuktitut ou français ou anglais ou espagnol. C'est la confiance qu'on affiche. » Bien souvent, les nouveaux enseignants qui arrivent du Sud en manquent, croit-il.

■■■

Les défis vécus dans le Grand Nord ne diffèrent pas beaucoup de ce qui est vécu par les immigrants ou dans les quartiers défavorisés. Là aussi, le taux de décrochage est élevé.

Mais au Nunavik, les villages sont isolés. Il manque cruellement de ressources, surtout dans le domaine social. Les communautés s'entraident beaucoup, mais sont également refermées sur elles-mêmes.

Beaucoup d'enfants sont victimes de sévices sexuels. Plusieurs voient leurs parents se battre. Et personne ne peut ignorer les bouteilles d'alcool vides qui traînent sur le chemin de l'école. Cette violence rattrape les élèves. Ils sont eux-mêmes de petits volcans qui menacent d'éclater.

« J'en ai eu, des crises », souligne Marie-Josée Trudel, qui enseigne en 6e année. « Je me suis fait mordre, menacer avec un couteau, pousser dans les pupitres, je me suis fait frapper dans le ventre. […] C'est sûr que c'est troublant, mais il faut essayer de les comprendre. »

Quand la crise éclate, les enseignants font appel à l'un des trois techniciens en comportement qui travaillent dans l'école Iguarsivik. Ce sont des Inuits.

■■■

En ce début du mois de février, la matinée est mouvementée. Une élève de 4e année, le visage buté, refuse de coopérer. Elle lance son crayon, puis son bâton de colle à travers la classe.

Quelques instants plus tard, Harry Quara entre dans la classe. Calmement, il parle en inuktitut à la jeune élève.

« Au début, je trouvais mon nouveau rôle difficile. Maintenant, ça va mieux. Les jeunes me connaissent, ils me voient dans le village, ils ont confiance », raconte M. Quara qui, comme plusieurs, a été engagé sans détenir un diplôme d'études secondaires.

Au début de l'année, Louise Pellerin, enseignante de 4e année, a demandé à ses élèves ce qu'ils voulaient faire plus tard. Plusieurs ont haussé les épaules, incapables de répondre.

Après les Fêtes, elle a posé la question de nouveau. Il y a du progrès. Certains disent vouloir travailler à la Coop, magasin du village, ou chez Air Inuit.

Directrice adjointe de l'école, Maata Putugu rêve de plus encore. « J'aimerais voir plus de jeunes obtenir leur diplôme. J'aimerais voir qu'eux aussi sont capables. Ils pensent qu'ils ne le sont pas. Que les postes de médecins ou d'infirmières à l'hôpital, ce n'est pas pour eux. Ils pensent qu'ils peuvent juste travailler à la Coop, chez Air Inuit, à la garderie. J'aimerais qu'ils sachent qu'ils ont beaucoup de potentiel. »

LA COMMISSION SCOLAIRE KATIVIK REGROUPE, DANS 14 VILLAGES :

- 237 élèves au primaire
- 1394 élèves au secondaire
- 178 enseignants inuits
- 248 enseignants qadlunaats (non inuits)
- 99 élèves finissent leur secondaire cette année
- 98 diplômés en 2011

Source : commission scolaire Kativik

LOTO QUÉBEC — Résultats des tirages du : 2012-02-26

lotoquebec.com

Édition Soleil — Spécial Gala

1 25 000 $: 750750 décomposable
2 50 000 $: 822826 décomposable
3 100 000 $: 855818 décomposable
4 500 000 $: 900627 décomposable

Pour chacun de ces quatre numéros gagnants :
5 derniers chiffres 2 000 $
4 derniers chiffres 250 $
3 derniers chiffres 40 $
2 derniers chiffres 20 $
5 premiers chiffres 1 000 $
4 premiers chiffres 100 $
3 premiers chiffres 20 $
2 premiers chiffres 10 $

1 Autocaravane Holiday Rambler (ou 100 000 $)* : 367787 (non décomposable)
2 Ford Mustang cabriolet (ou 35 000 $)* : 473107 746771 (non décomposables)
3 Pavillons Outdooring (ou 20 000 $)* : 242868 606351 662991 (non décomposables)
5 Voyages à Bora-Bora (ou 10 000 $)* : 159709 251886 486651 603018 963604 (non décomposables)
6 Cinéma-maisons 3D (ou 5 000 $)* : 041081 195988 274670 539288 761959 901358 (non décomposables)

Prétirages: 15 lots « 500 $ + TV»** (non décomposables)
014A652 112A104 418A257 571A303 772A354
107A393 225A867 455A623 691A015 829A843
108A049 276A709 483A521 704A775 888A763

* Le gagnant d'un lot en bien pourra choisir ce lot ou l'équivalent en argent correspondant. Il est à noter que tous les lots doivent être réclamés dans l'année qui suit le tirage.

** SI « VOTRE NUMÉRO PRÉTIRAGES » correspond à l'un des 3 numéros tirés lors d'un des 5 prétirages, vous gagnez un lot « 500 $ + TV » mais puisqu'il sera réclamé après la fermeture des bureaux de Loto-Québec le 25 février 2012 vous recevrez un lot de 1 500 $ en plus du lot de 500 $.

Loto Poker : 2♣ 9♣ 9♠ 10♡ A♡

Banco : 07 09 11 15 16 17 23 24 30 34 36 45 52 54 55 58 59 62 65 66
La Quotidienne : 3 791 4 6886
Triplex : 14 15 17 26 37
Astro : Jour 24 - Mois JUIN - Année 64 - Signe BÉLIER
Extra : 5019396

Résultats des tirages du : 2012-02-25

Lotto 6/49 : 02 22 30 33 35 42 — 14 compl.
Québec 49 : 02 08 16 22 26 42 — 06 compl.
Prochain gros lot (approx.) 3 000 000 $

Loto Poker : 6♡ 9♠ V♠ D♢ R♡

Banco : 01 07 08 16 24 28 30 31 32 37 38 44 48 51 52 54 60 63 67 70
La Quotidienne : 3 870 4 5339
Triplex : 15 24 33 37 38
Astro : Jour 16 - Mois OCTOBRE - Année 70 - Signe LION
Extra : 7653122

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

La réussite, la fierté, puis le déracinement

PASCALE BRETON

En juin, lorsqu'une poignée d'élèves de 5e secondaire grimpent sur le podium, vêtus de la toge, coiffés du mortier, tout le village est présent dans le gymnase de l'école pour fêter avec eux. Le diplôme d'études secondaires est source d'une grande fierté.

À 34 ans, Lucy Aupalu ne regrette pas d'avoir persévéré. Elle a pourtant abandonné ses études à deux reprises. Elle n'était pas épaulée par sa mère, qui l'élevait seule.

« Je crois que ce diplôme m'a donné plus d'indépendance que bien des personnes de ma génération », raconte aujourd'hui l'enseignante.

Elle ne s'est pas arrêtée là. La mère de trois enfants a aussi suivi une formation pour être reconnue comme enseignante qualifiée. Après 10 ans de persévérance, Mme Aupalu vient d'obtenir son premier certificat.

Elle encourage sa fille aînée, 12 ans, à poursuivre ses études.

La jeune fille étudie en français. Un choix fait par ses parents qui veulent ainsi lui offrir plus de possibilités. C'est une troisième langue pour elle. « J'essaie de l'aider dans ses devoirs, mais c'est difficile. Je ne parle pas le français », explique Mme Aupalu.

La question de la langue est importante dans ce coin de pays isolé. L'école se fait en inuktitut de la maternelle à la 3e année. Par la suite, la scolarisation se fait totalement en langue seconde.

Un rêve

Directeur d'école depuis 29 ans, Aipilie Kenuayuak regarde avec fierté les petits de maternelle. C'est une période de jeux libres. Des fillettes jouent à la maman. Elles ont installé une poupée dans le capuchon de leur manteau, comme leurs mères.

À l'aube de la retraite, le directeur caresse un rêve. Il aimerait que toute la formation primaire se fasse en inuktitut.

« Je ne suis pas satisfait de ce que je vois actuellement. Je vois que les enfants apprennent beaucoup de la maternelle à la 2e année. Mais en 3e année, quand on introduit une langue seconde, l'apprentissage ralentit considérablement », raconte-t-il.

Mais pour y arriver, il faut plus d'enseignants inuits qualifiés et ils sont rares. Comme plusieurs de ses pairs, M. Kenuayuak croit que le salut de son peuple passe par la construction d'un collège au Nunavik.

Les élèves qui persévèrent et qui veulent faire des études postsecondaires doivent actuellement s'exiler dans le Sud.

Ils quittent leur communauté de quelques centaines d'habitants, où les motoneiges sont reines, pour aller à Montréal. Un véritable déracinement. En plus du déchirement et du choc de la ville, les jeunes font face à d'importantes difficultés scolaires.

HONDA

Toujours première !

En 2011, la Civic a été la voiture la plus vendue au pays pour la 14e année consécutive.

Civic 14
LA VOITURE LA PLUS VENDUE

Civic DX 2012
En location
198 $* 60 mois
Transport et préparation inclus

0 $ comptant

L'Association des concessionnaires Honda du Québec | hondaquebec.ca

*L'offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur la Civic berline DX manuelle 2012 neuve (modèle FB2E2CEX). Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 $ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 395 $ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule: 16 385 $, transport et préparation inclus. Les taxes, droits, assurances et immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valides seulement pour les résidants du Québec chez les concessionnaires Honda pour les véhicules en inventaire et ceux en commande. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le manufacturier et valides sur les véhicules neufs de modèle 2012 achetés ou loués chez les concessionnaires Honda du Québec participants.

ACTUALITÉS

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

Jean-Claude Poissant a reçu à peine 8,49 $ pour la vente de sa génisse.

Vendre un veau au même prix qu'un hamster

EXCLUSIF

MARIE ALLARD

À peine 8,49 $. C'est ce que Jean-Claude Poissant, qui vit de production laitière à Saint-Philippe, en Montérégie, a reçu pour la vente d'un veau femelle de 82 livres, en janvier. « Quand j'ai vu ça, j'ai fait le saut ! », a dit l'agriculteur à *La Presse*.

Le prix moyen des génisses laitières, au Québec, était de 343 $ en 2008. Mais l'effondrement des marchés boursiers a fait plonger les prix, notamment en réduisant la demande pour les fromages américains, a expliqué Ann Fornasier, agroéconomiste à la Fédération des producteurs de bovins du Québec. Leur prix a chuté à 189 $ en 2009, puis à 121 $ en 2010, avant de remonter légèrement à 128 $ l'an dernier.

La réaction de M. Poissant a été d'aller dans une animalerie, où il a constaté que son veau s'est vendu le prix d'un… hamster. « J'ai aussi vu un chihuahua à 1200 $, a-t-il raconté. Je pense commencer à vendre des veaux de compagnie, à promener au bout d'une laisse ! Je fais des farces, mais c'en est ridicule. Il y a quelque chose qui ne marche pas. »

« Au cours des dernières années, les prix ont été insuffisants, en particulier pour les veaux laitiers, a confirmé Mme Fornasier. Ils ont souffert de la conjoncture économique. »

« Il faut comprendre que la vente de veaux est une externalité positive pour les producteurs laitiers, a nuancé Maurice Doyon, professeur au département d'économie agroalimentaire de l'Université Laval. En d'autres mots, ils ne sont pas producteurs de veaux. Leurs veaux permettent aux vaches de produire du lait, ce qui est leur activité principale. »

« Dans le secteur laitier, en général, ça va bien, a ajouté Michel Morisset, aussi professeur à l'Université Laval. Les producteurs de lait ne peuvent pas se plaindre. »

Les supermarchés restent muets

En fait, la génisse de M. Poissant a été vendue 34,44 $ à l'encan Vankleek Hill Livestock Exchange, en Ontario. Une fois la commission et les frais de transport déduits, il est resté 8,49 $. « Qui fait de l'argent ? a demandé l'agriculteur. Entre le producteur et le consommateur, que se passe-t-il ? »

Exemple : avant la crise de la vache folle, les producteurs recevaient 66 % du prix payé par les consommateurs pour du bœuf haché (fait à partir de vaches laitières réformées), selon la Fédération des producteurs de bœuf du Québec. En 2011 ? Seulement 42 %, les abattoirs, détaillants et intermédiaires se partageant le reste.

Les grandes chaînes d'alimentation n'ont pas souhaité aborder cet enjeu. « Sur les parts de marché, il n'y aura pas de commentaires de l'industrie », a dit Nathalie St-Pierre, vice-présidente du Conseil canadien du commerce de détail, qui les représente.

« Au cours des dernières années, les prix ont été insuffisants, en particulier pour les veaux laitiers. Ils ont souffert de la conjoncture économique. »

— Ann Fornasier, agroéconomiste à la Fédération des producteurs bovins du Québec

Remontée des prix en 2012

Obtenir 8,49 $ pour une génisse n'est pas habituel. Au cours de 2011, M. Poissant a vendu 35 veaux, pour un prix moyen de 125 $ par animal. Peut-être que cette génisse était trop petite, n'avait pas l'air vigoureuse ou était la seule femelle à l'encan ce jour-là, a avancé Dany Cinq-Mars, professeur à la faculté des sciences de l'agriculture de l'Université Laval. « Les éleveurs de veaux n'aiment pas mélanger les sexes », a-t-il indiqué.

Les prix sont bas en janvier, puisque les veaux seront prêts à être mangés en été, au moment où la demande est faible, a ajouté Antoine Doyon, producteur de veaux de grains à la Ferme Thomas, de Saint-Isidore-de-Clifton, en Estrie.

Bonne nouvelle : en 2012, « il y a de l'espoir qu'il y ait une reprise », a indiqué Mme Fornasier. Mais cela ne sera probablement pas suffisant pour que le prix du veau rattrape celui du chihuahua.

PRODUCTION DE VEAUX AU QUÉBEC EN 2011

- 147 000 veaux de lait abattus (-11,2 % en cinq ans)
- 77 400 veaux de grain abattus (-8 % en cinq ans)
- 136 900 veaux de vaches laitières vendus à l'encan (-16,7 % en cinq ans)
- 170 400 veaux de vaches de boucherie vendus à l'encan (-11,7 % en cinq ans)

PRIX MOYEN DES GÉNISSES LAITIÈRES

- 2008 : 343 $
- 2009 : 189 $
- 2010 : 121 $
- 2011 : 128 $

Source : Fédération des producteurs de bovins du Québec

TABLETTES DE CHOCOLAT CRU, BIOLOGIQUE ET ÉQUITABLE CHOCADEL

chocadel

ÉCONOMISEZ 50%

22,50 $ VALEUR DE 45 $

CINÉMA EN 6D OU JEU VIDÉO EN HD AU CINÉMA ST-EUSTACHE

ÉCONOMISEZ 50%

À PARTIR DE 5 $ À PARTIR DE 10 $

CINÉMA ST-EUSTACHE
DIVERTIR. ÉBLOUIR. VOTRE PLAISIR.

DÉCOUVREZ TOUTES NOS OFFRES DÈS MAINTENANT SUR LERENARD.CA
QUANTITÉ ET DURÉE LIMITÉES

LE RENARD.CA
LE SITE DES ACHATS FUTÉS
EXCLUSIVITÉ DE LA PRESSE .CA

Dans le « Guantánamo du Nord »

Le gouvernement projette d'incarcérer Omar Khadr au pénitencier de Milhaven

EXCLUSIF

FABRICE DE PIERREBOURG

Rentrera, ne rentrera pas, rentrera quand ? Même s'il continue d'entretenir le secret sur le rapatriement d'Omar Khadr au Canada, au grand dam de ses avocats, le gouvernement aurait déjà déterminé où il sera incarcéré à son arrivée, a appris *La Presse* : le pénitencier à sécurité maximale de Milhaven, en Ontario, dans l'aile surnommée le « Guantánamo du Nord » par ses détracteurs.

Cette petite unité de six cellules, unique au Canada, tire son surnom du fait qu'elle a été bâtie spécialement en 2006 pour des individus suspectés de terrorisme par le gouvernement et détenus par l'Agence des services frontaliers en vertu des controversés certificats de sécurité. Elle est aujourd'hui déserte.

Sa construction a coûté 3,2 millions de dollars, soit trois fois plus que prévu, et ses coûts d'exploitation ont grimpé à 2 millions par an.

Le Syrien Hassan Almrei, les Égyptiens Mahmoud Jaballah et Mohamed Mahjoub ainsi que l'Algérien Mohamed Harkat y ont passé plusieurs mois en isolement presque total, dans un uniforme orange, avant d'être libérés.

« Raisons de sécurité »

Selon une source bien au fait du dossier, c'est dans cette aile de Milhaven que les autorités canadiennes projettent d'incarcérer la figure emblématique des opposants au système Guantánamo. Les services correctionnels canadiens n'ont pas voulu commenter l'information « pour des raisons de sécurité », précise la porte-parole Véronique Rioux. Elle ajoute que les services correctionnels n'auraient « aucun plan précis pour le moment » quant à l'avenir de Milhaven.

À moins qu'un autre individu y soit incarcéré en vertu d'un nouveau certificat de sécurité, Omar Khadr va se sentir bien seul dans sa prison. En 2007, le gouvernement a indiqué au Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration de la Chambre des communes que le « fait qu'une seule personne soit en détention au CSIK [Centre de surveillance de l'immigration de Kingston] ne constitue pas de l'isolement cellulaire tel que défini dans les instruments internationaux ».

« Les droits demeurent les mêmes, a-t-il ajouté, qu'il y ait une ou six personnes détenues au CSIK. Les personnes continuent d'avoir accès à des services téléphoniques et de vidéoconférence, notamment à des appels interurbains gratuits d'une heure par jour, et elles jouissent de la cantine et de périodes de visites et de loisirs généreuses. »

Les avocats de Khadr inquiets

Omar Khadr est emprisonné dans l'île de Guantánamo, à Cuba, depuis plus de neuf ans pour le meurtre à la grenade d'un soldat américain des Delta Forces, lors d'un assaut en Afghanistan en juillet 2002. Il n'avait que 15 ans à l'époque, ce qui en fait un enfant-soldat, selon l'ONU.

Khadr a été condamné à une peine de huit ans de prison après qu'il eut plaidé coupable à cinq accusations, dont une de crime de guerre.

En échange de son plaidoyer, et à la suite d'une entente signée en octobre 2010 entre le Canada et les États-Unis, Omar Khadr pouvait demander son rapatriement après un an d'emprisonnement, soit depuis octobre dernier.

Alors, quand Omar Kadhr rentrera-t-il ? « Nous sommes inquiets et troublés de n'avoir aucune nouvelle », indique Me Brydie Bethel, chargée de la défense du Canadien avec Me John Norris.

Le gouvernement Harper est peu bavard. « Une décision sera rendue en temps voulu dans ce dossier, comme pour toute autre demande de transfert. Les décisions sur le transfèrement international des délinquants sont rendues par le ministre de la Sécurité publique, la sécurité des Canadiens étant, en tout temps, notre plus haute priorité », écrit Michael Patton, porte-parole du ministre de la Sécurité publique Vic Toews, dans un courriel adressé à *La Presse*.

Libération au tiers de la peine

En octobre dernier, il avait indiqué, en réponse à la même question, que le processus de transfert pourrait ne pas aboutir avant octobre 2012. C'est le ministre qui prend la décision. En cas de refus, le détenu doit attendre un an avant de déposer une nouvelle demande.

« Nous n'avons aucune raison de croire que son transfert pourrait durer un an, réplique Me Brydie Bethel. En fait, même moins compte tenu des circonstances particulières du dossier d'Omar. »

Les termes du courriel de Michael Patton ne laissent planer aucune ambiguïté sur les sentiments du gouvernement. « Monsieur Khadr a plaidé coupable à des accusations de crimes très graves portées contre lui, notamment le meurtre d'un médecin américain. » En fait, la victime, le sergent Christopher Speer, était membre des Delta Forces, les forces spéciales.

Une fois de retour au pays, Omar Khadr serait sous la juridiction canadienne et serait admissible à une libération conditionnelle au tiers de sa peine.

La petite unité de six cellules de la prison de Milhaven tire son surnom du fait qu'elle a été bâtie pour des individus suspectés de terrorisme par le gouvernement et détenus par l'Agence des services frontaliers en vertu des controversés certificats de sécurité.

Me Bethel n'a aucune idée, en revanche, de l'endroit où son célèbre client sera détenu. « C'est une question à poser au ministre », répond-elle.

Plusieurs condamnés pour terrorisme au Canada sont détenus à Sainte-Anne-des-Plaines. L'un d'eux, Momin Khawaja, a été ébouillanté à la fin du mois de janvier par un autre détenu, ironiquement un membre du groupe terroriste qu'on surnomme les 17 de Toronto, incarcéré au même endroit.

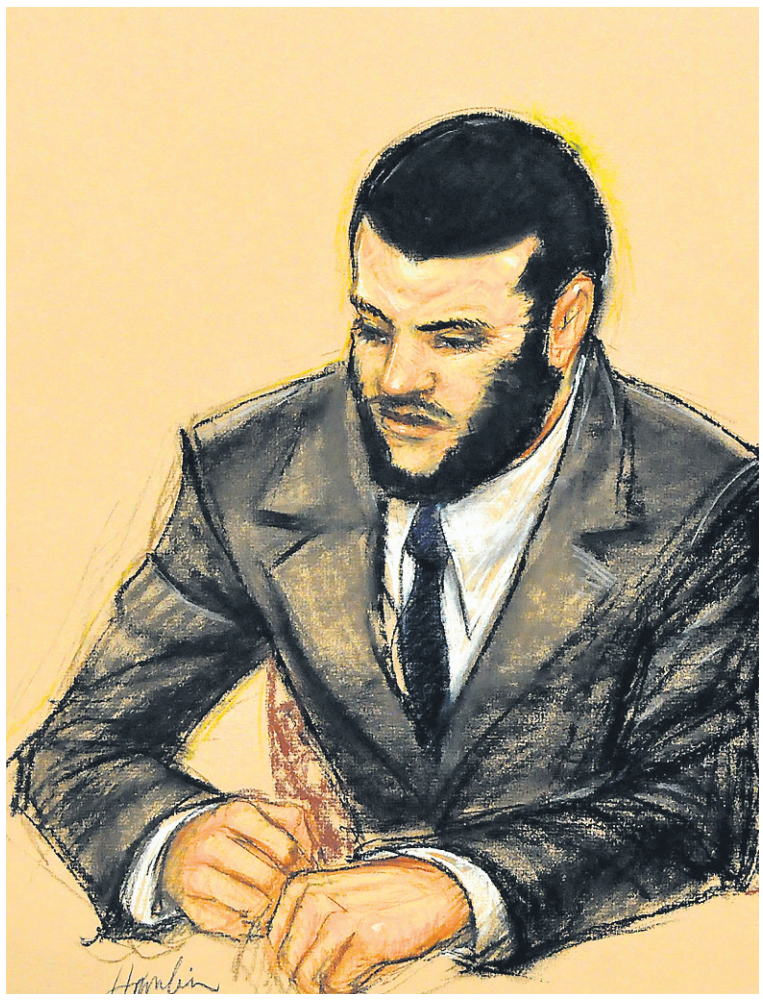


PHOTO JANET HAMLIN, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

Le gouvernement canadien reste très discret sur ses intentions au sujet du rapatriement d'Omar Kahdr, qui est actuellement détenu à la prison américaine de Guantánamo. Cette illustration d'Omar Khadr est l'œuvre de la dessinatrice judiciaire Janet Hamlin.

MONDE

PHOTOS OMAR IBRAHIM, ARCHIVES REUTERS / HUSSEIN MALLA, ASSOCIATED PRESS

Le soulèvement en Syrie contre le régime de Bachar al-Assad suscite des réactions contrastées au Liban, comme en témoignent ces deux photos prises au cours des dernières semaines, l'une à Tripoli (bastion sunnite du Nord) et l'autre à Beyrouth.

Le champ de mines libanais

La crise syrienne menace de déborder au pays du Cèdre

Près d'un an après les premières manifestations contre le régime de Bachar al-Assad, la crise syrienne crée une onde de choc au Liban. *La Presse* s'est rendue à Tripoli où les pro et les anti-Assad sont allés jusqu'à s'affronter à coups de grenades et de tirs de mitraillettes.

AGNÈS GRUDA
ENVOYÉE SPÉCIALE
LIBAN

Des deux côtés du boulevard, les murs des immeubles sont crevassés par les traces de balles. Certaines datent de la guerre civile libanaise, terminée il y a plus de 20 ans. Mais d'autres sont toutes fraîches et témoignent d'événements survenus il y a à peine deux semaines.

Nous sommes à Tripoli, grande ville côtière du nord du Liban. Et la large artère trace la ligne de démarcation entre deux quartiers ennemis.

D'un côté, les sunnites de Bab al-Tebbaneh. De l'autre, les alaouites de Jabel Mohsen. Les premiers soutiennent le soulèvement contre le régime de Damas. Les seconds appartiennent à la même branche de l'islam chiite que le dictateur syrien. Et appuient sans réserve le régime de Damas.

La bataille a commencé le vendredi 10 février, à la sortie du prêche du midi, et s'est poursuivie pendant 36 heures. Grenades et salves de mitraillettes ont survolé la voie commerciale qui s'appelle, ironiquement, rue de Syrie.

Bilan: six morts, plusieurs blessés. Et deux communautés qui, 15 jours plus tard, sont toujours en état de choc.

« Ce qui s'est passé ici, c'est à cause de la Syrie », dit Rabih al-Bedwi, propriétaire d'une petite plomberie qui a pignon sur la rue de Syrie.

« Les gens ont vu les vidéos des massacres, à Homs, alors c'est sûr, ils sont fâchés », opine le cheikh Ayman Kharma, qui nous rejoint devant l'étalage d'éviers et de robinets. Il admet qu'il évoque souvent ces massacres dans ses prêches. « Si je ne le faisais pas, je ne serais pas un être humain. »

Des photos d'Assad « partout »

« Dans Jabel Mohsen, il y a des photos de Bachar al-Assad partout. Ces gens-là ne sont même pas des Libanais », peste un passant qui s'intéresse à notre conversation.

Et en effet: dans le quartier alaouite, qui surplombe la rue de Syrie, la petite moustache du président syrien est omniprésente. Parfois, la photo de Bachar al-Assad fait face à celle de son père, Hafez, dont il a pris la succession.

Quelque 50 000 alaouites vivent dans ces ruelles qui grimpent au-dessus du quartier sunnite. Propriétaire d'un commerce de vêtements, Ali Foda milite au sein du Parti démocratique arabe, qui représente la communauté alaouite de Tripoli. Sur une étagère suspendue derrière son bureau en bois massif s'alignent les 10 tomes d'une biographie de Bachar al-Assad. Cordés les uns contre les autres, les volumes forment un casse-tête qui reproduit le visage du président syrien. Une autre étagère accueille une histoire en autant de volumes du mouvement libanais Hezbollah, allié de la Syrie et de l'Iran.

« L'atmosphère est très tendue depuis deux semaines, dit Ali Foda. Ici, tout le monde a peur. Comme minorité, nous nous sentons menacés. Ceux d'en bas veulent éliminer notre quartier. Ils nous disent de retourner en Syrie. Mais je suis libanais à 100 % ! »

Dans le quartier alaouite de Tripoli, qui surplombe la rue de Syrie, la petite moustache du président syrien est omniprésente.

« Chaque vendredi, on a peur que ça recommence », confie le propriétaire d'une épicerie voisine, qui vend du whisky et de la vodka. Musulmans chiites, les alaouites pratiquent un islam très particulier, tolérant l'alcool et n'imposant pas le voile aux femmes.

Le boucher Mohamed Ibrahim a sa théorie sur les motivations qui animent ses voisins « d'en bas ». « Ils veulent prendre Jabel Mohsen en échange pour Homs », dit-il, faisant allusion à l'offensive sanglante de l'armée syrienne contre cette ville assiégée.

Tout comme Ali Foda, Mohamed Ibrahim est convaincu que l'opposition syrienne est manipulée par des « terroristes » et des « djihadistes » venus de la Libye ou de l'Irak « Si Dieu le veut, Bachar va gagner et les terroristes vont partir », soupire-t-il.

Les pauvres « d'en bas »

Le quartier « d'en bas », lui, voue une haine féroce au régime syrien, qui y a laissé de bien mauvais souvenirs, après une intervention armée dans les années 80. Mais par-dessus cette hostilité historique se greffe une frustration économique. Les lourdes liasses de fils électriques qui pendent au-dessus des rues et les immeubles aux fenêtres crevées témoignent de la pauvreté des lieux.

« Ici, nous n'avons aucune infrastructure, aucun parc pour enfants. Seulement une population illettrée, démunie, qu'on peut faire exploser n'importe quand », dit le commerçant Rabih al-Bedwi. Tandis que ceux d'en haut, selon lui, bénéficient des largesses du Hezbollah.

Les 11 mois de soulèvement syrien ont exacerbé les tensions qui divisent non seulement ces deux quartiers de Tripoli, mais aussi tout le pays du Cèdre, dont l'équilibre repose sur un savant partage des pouvoirs entre chrétiens et musulmans sunnites et chiites.

Si la crise syrienne se prolonge, ne risque-t-elle pas de déborder du côté libanais de la frontière? Plusieurs le craignent. « Le Liban dans la crise syrienne, un champ de mines », affirme la première page d'un récent numéro de l'*Hebdo Magazine*. En arrière-plan, une photo d'hommes armés jusqu'aux dents.

La semaine dernière, deux manifestations se faisaient face sur un square du centre-ville de Beyrouth. « Reste fort, le peuple te soutient », clamaient les affiches des pro-Assad. « Bon gré, mal gré, tu vas finir par partir », répliquait une affiche des « anti » Entre les deux, un déploiement militaire impressionnant, compte tenu du petit nombre de manifestants.

Plus les turbulences chez ses voisins se prolongent, plus elles risquent de déborder au Liban, note le député chrétien Nabil De Freij, affilié au Courant du futur, anti-Damas.

Forts de l'expérience des 15 années de guerre fratricide, les Libanais sauront éviter le pire, espère le politicien. Il n'en admet pas moins que la crise syrienne crée une onde de choc au Liban.

« Il y a une tension latente, il suffirait d'une flamme pour que tout s'embrase. »

Journée référendaire sanglante en Syrie

D'APRÈS L'AFP

DAMAS — Les Syriens ont voté hier sur une nouvelle constitution, un référendum raillé par l'opposition et l'Occident au moment où le régime a accentué sa répression sanglante de la révolte dans de nombreuses villes assiégées.

Les violences ont fait au moins 33 morts, dont 17 civils, principalement à Homs, où la Croix-Rouge n'a pas obtenu hier de pouvoir évacuer des blessés, dont 2 journalistes occidentaux, même si une « ouverture » a été évoquée pour aujourd'hui.

Le président Bachar al-Assad a voté au siège de la télévision d'État, sous les acclamations d'une foule scandant « Dieu, la Syrie, Bachar et c'est tout ».

Plus de 14 millions de Syriens doivent se prononcer sur le texte qui instaure le « pluralisme politique » et met fin à l'hégémonie du parti Baas, au pouvoir depuis un demi-siècle, mais maintient de larges prérogatives au chef de l'État et permet à M. Assad de rester au pouvoir en théorie encore 16 ans.

Appel au boycottage

L'opposition et les militants pro-démocratie, qui exigent avant tout le départ du président syrien, ont appelé à boycotter ce scrutin, qualifié de « plaisanterie » par Washington.

« Il y a une grande affluence dans les bureaux de vote, à l'exception de certaines régions », a déclaré le ministre syrien de l'Intérieur, Mohammad Ibrahim al-Chaar, admettant ainsi qu'il était impossible de voter dans les régions rebelles.

« Je vote parce que c'est l'aboutissement des réformes du président et si cela réussit, on aura une démocratie », a affirmé à l'AFP Balsam Kahila, 32 ans, qui travaille au ministère des Finances à Damas.

Hadi Abdallah, militant à Homs, a affirmé s'être rendu dans plusieurs quartiers en partie tenus par l'Armée syrienne libre (ASL, qui regroupe des déserteurs) et n'y avoir vu « personne dans les rues et pas un seul bureau de vote ».

« Voilà la nouvelle Constitution. Celui qui demande la liberté est bombardé à la roquette », lancent des militants à Baba Amr dans une vidéo diffusée sur l'internet montrant les terribles destructions.

« Le référendum a réussi seulement dans les médias gouvernementaux. Quel référendum peut-il y avoir sous les explosions et les tirs? », a estimé Rami Abdel Rahmane, chef de l'Observatoire syrien des droits de l'homme, faisant aussi état dans certaines régions de pressions des forces de sécurité pour forcer les gens à aller voter.

Depuis le début de la contestation, il y a plus de 11 mois, le régime a régulièrement annoncé des réformes qui n'ont dans les faits été suivies que par une intensification de la répression.

LE TOUR DU GLOBE

COLOMBIE

Sus aux rapts de civils

Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont annoncé hier l'abandon du recours aux enlèvements au sein de la population civile, un tournant dans l'histoire de cette guérilla fondée il y a près d'un demi-siècle, même si le gouvernement de Bogota juge ce geste encore insuffisant. Les FARC ont officiellement mis fin aux séquestrations de civils et promis la libération de tous les otages issus des forces de l'ordre. – AFP

PHOTO ARCHIVES AFP

Manifestation contre les FARC en novembre dernier, à Cali.

SÉNÉGAL

Wade vote sous les huées

Les Sénégalais se sont fortement mobilisés hier pour le premier tour de la présidentielle, dans le calme après les violences meurtrières qui ont marqué la contestation de la candidature du chef de l'État sortant Abdoulaye Wade, qui a voté sous les huées à Dakar. Le taux provisoire de participation à l'élection avoisinait 60 %, un chiffre fondé sur des données partielles et qui va donc évoluer, selon la Commission électorale nationale autonome. – AFP

CORÉE-DU-SUD

Manœuvres d'envergure

La Corée du Sud et les États-Unis ont lancé aujourd'hui (heure locale) des manœuvres communes de grande envergure, a annoncé un porte-parole militaire à Séoul, malgré la menace brandie au cours du week-end par la Corée du Nord de riposter par « une guerre sacrée ». L'opération, baptisée *Key Resolve*, prévue jusqu'au 9 mars, doit être suivie de vastes exercices en mer, sur terre et dans les airs jusqu'au 30 avril. – AFP

NIGERIA

Église attaquée

Le mouvement islamiste nigérian Boko Haram a revendiqué l'attentat suicide d'hier contre une église dans la ville de Jos, dans le centre du pays, qui a fait au moins trois morts, et en a annoncé d'autres. « Nous avons attaqué simplement parce que c'est une église, et nous pouvons décider d'attaquer n'importe quelle église. Nous ne faisons que commencer », a déclaré un « porte-parole » du groupe, Abul Qaqa, lors d'une conférence téléphonique avec des journalistes à Maiduguri. – AFP

La France biffe les « mademoiselles »

MARC THIBODEAU

PARIS

Le terme « mademoiselle », qui demeure largement utilisé en France, devrait disparaître sous peu des formulaires administratifs.

Dans une circulaire publiée il y a quelques jours, le premier ministre, François Fillon, demande que le terme soit remplacé par « madame » de manière à éviter toute mention « sans justification ni nécessité » de la situation matrimoniale des répondantes.

L'expression « nom de jeune fille » devra aussi être abolie de manière à garantir que les femmes puissent s'identifier sans avoir à indiquer leur état civil, comme le font les hommes en cochant la case « monsieur ».

L'intervention du gouvernement survient à la suite des revendications de deux organisations féministes qui ont lancé une campagne de sensibilisation à ce sujet l'automne dernier.

Les dirigeantes des Chiennes de garde et d'Osez le féminisme ont fait valoir que les termes en question constituaient « une réminiscence de l'époque où les femmes passaient, avec le mariage, de l'autorité de leur père à l'autorité de leur mari ».

« Mademoiselle », ont-elles écrit, est une expression « révélatrice de la place des femmes dans la société qui sont encore infériorisées et ne peuvent toujours pas jouir de l'ensemble de leurs droits ».

PHOTO BENOIT TESSIER, ARCHIVES REUTERS

Le titre de « mademoiselle » sera rayé des formulaires administratifs français. Mais il n'y a pas de quoi pavoiser, estiment des groupes féministes : il s'agit selon eux d'une victoire modeste dans une bataille beaucoup plus vaste pour l'établissement d'une véritable égalité homme-femme en France.

Thalia Breton, porte-parole d'Osez le féminisme, se félicite de la décision du premier ministre. « Il y avait une différence de traitement entre les hommes et les femmes qu'on ne peut accepter quand on est féministe », a-t-elle souligné.

« Des inégalités partout »

La modification, ajoute M^me^ Breton, représente une victoire modeste dans une bataille beaucoup plus vaste pour l'établissement d'une véritable égalité homme-femme en France.

« Il y a eu un certain nombre d'avancées, mais le bilan, dans son ensemble, est mitigé. Depuis quelques années, la marche vers l'égalité s'est arrêtée. Il y a des inégalités partout, dans le secteur public, dans le secteur privé, dans le couple », insiste-t-elle.

Le constat est valable notamment pour la question des salaires puisque les femmes continuent, à volume de travail égal, de recevoir une rémunération largement inférieure à celle des hommes.

Une étude divulguée il y a quelques jours par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) relève que l'écart est de l'ordre de 20 %.

Osez le féminisme espère placer les questions d'égalité au cœur de la campagne présidentielle et a lancé un appel à ce sujet qui a été signé à ce jour par « quelques milliers » de personnes.

L'organisation dresse un noir bilan du travail du président sortant, Nicolas Sarkozy, qui n'a cessé depuis cinq ans, selon M^me^ Breton, de remettre en cause les droits des femmes. Elle cite l'exemple de l'accès à l'avortement, qui est compliqué par la fermeture de centres spécialisés.

« Le programme de l'UMP [parti de la majorité] passe presque complètement à la trappe la question des rapports hommes-femmes », dit-elle.

Le candidat socialiste, au dire de M^me^ Breton, se montre plus actif sur ce plan. François Hollande a notamment promis cette semaine, en cas de victoire à l'élection présidentielle, de former un gouvernement paritaire et d'instaurer un ministère consacré aux droits des femmes.

Un récent sondage indique que la formation socialiste est la plus susceptible, aux yeux de la population, de promouvoir l'égalité des sexes.

L'affaire DSK

L'arrestation retentissante, en mai dernier, de l'ex-directeur général du Fonds monétaire international Dominique Strauss-Kahn (DSK) dans une affaire d'agression sexuelle avait suscité un vaste débat en France sur les rapports entre les sexes. Mais cette question a largement disparu depuis de l'espace médiatique.

M^me^ Breton ne pense pas qu'il s'agissait pour autant d'un « feu de paille ». « Cette affaire a permis de faire émerger une indignation profonde par rapport au sexisme. Elle n'est pas retombée depuis. C'est à nous de l'entretenir et de poser les questions qu'il faut pour faire bouger les choses », estime-t-elle.

« Il s'est énervé et a tiré »

Deux officiers américains tués par un collègue afghan après une dispute sur les exemplaires du Coran brûlés

D'APRÈS L'AFP

KABOUL — Les deux officiers américains tués samedi dans l'enceinte du ministère de l'Intérieur l'ont été à cause d'une dispute avec un de leurs collègues afghans au sujet des exemplaires du Coran brûlés mardi dernier dans une base américaine, tandis que les manifestations antiaméricaines ont baissé d'intensité.

Les deux Occidentaux « ont qualifié le Coran de mauvais livre en présence [de leur collègue afghan]. Ils ont eu une dispute verbale. Ensuite, il s'est énervé et a tiré », selon une source gouvernementale qui a demandé de rester anonyme en raison de l'aspect sensible de cette affaire. « Ce jour-là, ils regardaient des vidéos de manifestations à Kaboul. Les conseillers, mécontents, se moquaient des protestataires, les insultaient », a raconté la source, ajoutant que les Américains avaient « menacé » leur collègue afghan.

« Huit balles ont été retrouvées près des deux cadavres », eux-mêmes découverts une heure après les faits, la pièce dans laquelle ils se trouvaient étant insonorisée, a expliqué la source gouvernementale, précisant que ces informations avaient été obtenues notamment grâce à des vidéos de surveillance.

« D'après une enquête policière initiale, le suspect est l'un des employés du Ministère. Il est en fuite », a fait savoir le communiqué du ministère de l'Intérieur.

« Il est encore bien trop tôt pour établir un lien » entre la mort des deux officiers de l'OTAN et l'incinération des exemplaires du Coran, a indiqué l'ISAF, force armée de l'OTAN.

À la suite de l'attaque, le général John Allen, qui dirige l'ISAF, a décidé de « rappeler tout le personnel » de la force armée de l'OTAN travaillant dans les ministères afghans. La Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France ont décidé de s'aligner sur cette décision.

CHAÎNE HUMAINE ANTI-POUTINE

PHOTO MIKHAIL METZEL, ASSOCIATED PRESS

À une semaine de la présidentielle du 4 mars, l'opposition russe a mobilisé des milliers de personnes, hier à Moscou, constituant une chaîne humaine le long du boulevard circulaire autour du centre-ville, avec pour slogan « Ne laissons pas Poutine entrer au Kremlin ». Les militants, se tenant par la main, ont formé une chaîne pratiquement ininterrompue le long de ce périphérique d'une circonférence de 16 kilomètres. La police de Moscou a estimé le nombre de participants à 11 000, l'opposition à 30 000. – AFP

Choisissez Bearskin vers Kitchener/Waterloo à partir de 122$ l'aller simple!

Gagnez jusqu'à 4 heures sur un aller-retour!

Choisissez Bearskin Airlines à partir de l'aéroport Montreal-Trudeau vers l'aéroport international de la région de Waterloo. Gagnez jusqu'à 4 heures sur un aller-retour par rapport à un vol vers Toronto et conduire jusqu'à la région de Waterloo.

Le service à Ottawa et le service de connexion vers l'Ontario du Nord est aussi maintenant disponible!

GAGNEZ DU TEMPS!

Destination	A partir de
Ottawa	$109
Sudbury	$159
Sault Ste Marie	$159
Timmins	$179

Bearskin Airlines Let the Bear take you there!

Region of Waterloo International Airport

AÉROPORTS DE MONTRÉAL

aeroplan

Appelez le 1-800-465-2327
www.bearskinairlines.com

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur principal de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

Bravo ! « Monsieur Lazhar »

ANDRÉ PRATTE
apratte@lapresse.ca

Devancé par le grand favori, le film iranien *Une séparation*, *Monsieur Lazhar* n'a pas remporté l'Oscar du meilleur film en langue étrangère. Cela n'enlève rien aux mérites de ce très beau film de Philippe Falardeau. Le fait qu'il ait été retenu parmi les cinq finalistes montre qu'il a ému les membres de l'Académie, tout comme il avait ému le jury et le public des festivals de Toronto, Locarno et Namur. Et, surtout, *Monsieur Lazhar* a laissé un souvenir indélébile dans le cœur des Québécois.

Pourquoi ? Parce que peu de gens marquent autant les enfants et les adultes qu'ils deviendront que ceux qui leur enseignent. Parce que tous, nous avons eu ou rêvé d'avoir devant notre classe un professeur tel Bachir Lazar, érudit, exigeant, juste et bon.

Qui, dans cette école inventée par Philippe Falardeau, n'a pas reconnu la sienne ? Les enfants – le souffre-douleur, le tourmenté, la bollée. Leur humour, leurs peines : « On ne peut pas mettre Martine Lachance en retenue parce qu'elle est morte. » Leur cruauté, parfois. Leur souffrance : « C'est pas de ma faute, ce qui est arrivé, hein ? »

Et puis nous sommes nombreux à penser que l'école d'aujourd'hui a fait trop de compromis, dans l'espoir de rendre l'apprentissage plus agréable, pour se rapprocher du « vécu » des enfants. Qui enseigne encore Balzac ? En 6e année, évidemment personne. Mais au secondaire ? Au cégep ?

L'école d'aujourd'hui veut protéger les enfants contre les coups durs de la vie, la compétition par exemple. Elle veut aussi SE protéger. Interdit de toucher aux enfants, qu'il s'agisse d'une tape ou d'une accolade. C'est la Loi. Pas de jeu « violent » (« un peu rude », selon monsieur Lazhar). Surtout, ordonne la directrice, madame Vaillancourt, « pas de vagues ».

Quant aux parents, plusieurs sont absents, d'autres ne souffrent pas une remarque au sujet de leur petit génie : « On préfère que vous vous contentiez d'enseigner, pas d'éduquer notre fille. »

Monsieur Lazhar nous parle aussi de la difficulté d'immigrer. Les plus ouverts aux gens d'autres cultures telle l'enseignante Claire, voudraient voir dans ce « voyage » quelque chose de romantique. Bachir lui rappelle que pour l'immigrant lui-même, l'exil est un déchirement, un saut dans le vide, qu'il se retrouve « déraciné dans un pays dont on ne connaît rien de la culture ».

Monsieur Lazhar n'a pas gagné d'Oscar hier soir, mais il a touché les centaines de milliers de personnes qui l'ont vu. Et ça, ça n'a pas de prix.

Ce film tout en finesse, c'est d'abord l'œuvre de Philippe Falardeau, bien sûr. Nombreux sont ceux qui y ont contribué. L'auteure de la pièce originale, Evelyne de la Chenelière, évidemment. Les producteurs Luc Déry et Kim McCraw. Les comédiens (séduisant Fellag, charmante Sophie Nelisse, déchirant Émilien Néron).

Enfin, cette nomination aux Oscars est une nouvelle fleur pour le cinéma québécois, dont l'originalité et les qualités artistiques et techniques sont reconnues partout. Bravo ! *Monsieur Lazhar*. Bravo ! monsieur Falardeau.

DROITS RÉSERVÉS/apcote@lesoleil.com

LE BLOGUE > QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL ?

CITOYENS, ENGAGEONS-NOUS

PHOTO WWW.BERNARDVOYER.COM

Montréal prétend fièrement être une ville qui soutient l'innovation. Est-ce vraiment assez d'en rêver, de le dire ? Bernard Voyer fait valoir que se lever et agir ont été ses plus précieux alliés pour relever de grands défis. Certains diront qu'il faut avoir les moyens de ses ambitions mais, estime l'explorateur et conférencier, on peut en faire plus et générer un mouvement d'entraînement durable si chaque citoyen s'engage, faisant de nous des acteurs et non des spectateurs.

Lisez le billet de Bernard Voyer

Et réagissez sur **www.lapresse.ca/avenirmtl**

OPINION

C'est faux

GHISLAIN DUFOUR
L'auteur est un ex-président du Conseil du patronat du Québec et un ex-membre de la commission Bélanger-Campeau.

Dans un article intitulé « Un comité pour attiser la flamme (souverainiste) », publié dans *La Presse* du 20 février, il est écrit : « Le premier mandat de ce groupe des 12 sur la souveraineté sera de dépoussiérer les principales études faites sur la souveraineté. Ils disent en avoir dénombré 148, dont le rapport de la commission Bélanger-Campeau *qui avait recommandé la souveraineté-association* ».

J'ai été un membre très actif de la commission Bélanger-Campeau en qualité de président du Conseil du patronat du Québec, et *jamais* la commission n'a recommandé la souveraineté-association. Tel n'était pas d'ailleurs le mandat que j'avais du CPQ.

Je ne blâme pas *La Presse* de faire cette affirmation, parce qu'elle vient des porte-parole du groupe des 12. Ce n'est pas la première fois d'ailleurs que j'entends des tenants de la souveraineté conclure que la commission Bélanger-Campeau a opté pour la souveraineté-association. C'est faux.

On lit bien d'ailleurs, dans le *Journal des débats de l'Assemblée nationale* du 27 mars 1991, les propos suivants de M. Jacques Brassard, alors député péquiste de Lac-Saint-Jean :

« Sur le fond des choses, c'est-à-dire sur le choix d'un statut pour le Québec, il n'y a pas eu de consensus. Il n'y en a jamais eu. Il n'y en avait pas au départ et il n'y en a pas eu à l'arrivée. Je pense qu'il faut le reconnaitre honnêtement. C'est apparu de façon très nette, très manifeste, à l'occasion du vote de lundi dernier que nous avons tenu sur un amendement présenté par le PQ… qui aurait fait en sorte que la Commission aurait choisi la souveraineté comme statut futur du Québec. Le vote a été de 15 en faveur de la souveraineté, 17 contre la souveraineté. »

Peut-on être plus clair ? À la fin des travaux de la commission, les deux options, le fédéralisme renouvelé et la souveraineté-association, sont demeurées sur la table. Donc, aucun appui de la commission à la souveraineté-association.

Il y a eu consensus cependant sur une démarche à deux volets dans la foulée du rapport Allaire (du nom du fondateur de l'ADQ). Le Québec demanderait d'abord à Ottawa de lui faire une proposition constitutionnelle globale que M. Bourassa s'engageait à soumettre à une commission parlementaire de l'Assemblée nationale. Advenant le rejet de ces offres fédérales, le gouvernement québécois tiendrait un référendum sur la souveraineté-association.

Le plan de match s'est déroulé exactement comme prévu. Le fédéral a soumis ses propositions qui ont conduit au référendum de Charlottetown en 1992. Lors de ce référendum, les Canadiens, y compris les Canadiens-québécois, ont refusé les propositions.

Quelques années plus tard, en 1995, toujours dans la démarche proposée par la commission Bélanger-Campeau, le Québec a alors tenu un référendum sur la souveraineté-association, auquel les Québécois ont également répondu non.

CONJONCTURE

Les États-Unis, bien sûr

Les Américains doivent à leur esprit d'entreprise d'être sortis de la crise avant les Européens

GUY SORMAN
Économiste et essayiste réputé, l'auteur a publié plusieurs ouvrages.

Les cours de la Bourse aux États-Unis ont retrouvé leur niveau de mai 2008, antérieur à la débâcle financière, et le niveau de la production vient de dépasser ce qu'il était avant la récession. L'emploi reste à la traîne, mais au sortir d'une crise, il est constant que les employeurs attendent la consolidation de la reprise avant de recruter.

Et toute récession est également propice à des gains de productivité : souvent, c'est au creux de la conjoncture que se manifestent l'innovation et la destruction créatrice. Microsoft est née au cœur de la dépression de 1974 ; cette fois-ci, Groupon et le iPad.

Comme en économie, il est à peu près impossible de prévoir, on ne prophétisera pas au-delà. Mais soulignons combien cette crise a confirmé les caractéristiques constantes – psychologiques, politiques autant qu'économiques – du capitalisme.

Dès que la croissance s'interrompt, des cohortes d'augures annoncent la fin du modèle occidental et l'urgence de le remplacer soit par le bon vieux socialisme d'État, soit – nouvelle mode – par un capitalisme autoritaire à la chinoise. En France, en 2008-2009, le portrait de Karl Marx ornait la couverture des magazines prétendument sérieux.

Puis est venu le tour des keynésiens, que l'on n'entend jamais en phase de croissance où ils devraient logiquement inviter à accumuler des surplus budgétaires. Dès l'amorce de la crise de 2008, ces keynésiens ont exigé que l'État se substitue au secteur privé défaillant. Ils ont été d'autant plus écoutés que les politiciens élus ont trouvé là le sentiment de faire quelque chose plutôt que rien : ce qui satisfaisait l'attente de l'opinion publique.

De ces stimulations par la dépense publique, il ne reste en fin de cycle qu'une dette publique majeure. Soit les États peuvent la financer aisément,

La politique keynésienne n'aura que retardé la sortie de la crise en y additionnant l'austérité.

ce qui est le cas des États-Unis, à taux bas parce que le monde entier veut des dollars américains. Soit les États sont écrasés par la dette, cas de certains pays d'Europe en qui le marché n'a pas confiance : là, la politique keynésienne n'aura que retardé la sortie de la crise en y additionnant l'austérité.

Il est constant aussi qu'en temps de récession mondiale, les États-Unis en sortent les premiers : ceci n'est pas dû à des politiques économiques particulièrement clairvoyantes, puisque, à la suite des différents G20, à peu près les mêmes ont été suivies bêtement dans le monde entier. Le regain américain – ou sud-coréen et bientôt japonais – doit aux ressorts profonds de ces sociétés : esprit d'entreprise, passion pour l'innovation, acceptation de la création destructrice, flexibilité du marché de l'emploi.

En somme, les institutions, l'histoire longue, les traditions s'avèrent plus décisives que des politiques économiques qui, peut-être, ne servent à rien ou dont l'efficacité n'a jamais été prouvée, ni empiriquement, ni scientifiquement.

Ainsi, en Europe, on s'interroge sur le relatif succès allemand : il tient pour l'essentiel à la structure décentralisée du capitalisme, allemand, des milliers d'entreprises moyennes, de haute technicité, flexibles et adaptables à la demande mondiale. La France, à l'inverse, est dominée par un nombre restreint de géants industriels liés à l'Etat, de toute éternité : leur agilité est moindre au Sud de l'Europe, la flexibilité du marché du travail (Espagne, Grèce, Portugal, Italie) est quasi nulle et le nombre d'entreprises indexées sur le marché mondial, très modeste.

Cette histoire longue en économie est sous-estimée par les économistes, les commentateurs et les politiciens parce que seul ce qui est visible et instantané retient l'intérêt. Pourtant, comme le disait Raymond Barre, les seules bonnes politiques économiques sont celles qui durent longtemps ; avec humour, il ajoutait que mieux valait une mauvaise politique qui dure qu'une bonne qui ne dure pas. Car les entrepreneurs s'adaptent, pourvu que les gouvernements ne changent pas incessamment la règle du jeu.

À BIEN Y PENSER

Pourquoi les cours d'éthique et de culture religieuse font-ils encore couler de l'encre? Il me semble pourtant clair que l'école est le lieu où devrait se conquérir la liberté de penser, par l'acquisition de connaissances, entre autres. Ce n'est pas la place du prosélytisme religieux. Faut-il encore démontrer la différence entre croyances et connaissances? Savoirs et superstitions? Nous avons besoin de spiritualité, c'est vrai, mais elle devrait passer par la connaissance de soi et de la nature qui nous entoure.

— Marc Boucher, Laval

DÉBATS

Phoques, pizza et pétrole

ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Est-ce qu'il y a un point commun entre les phoques, la pizza et le pétrole, à part le fait que les trois mots commencent par la lettre « p » ? Oui. L'Europe.

Les phoques, la pizza, et maintenant le pétrole issu des sables bitumineux, ce sont trois dossiers sur lesquels la Commission européenne a déployé ses talents. L'Europe, ce n'est pas seulement l'euro ou la crise grecque. De ce côté-ci de l'Atlantique, on ne sait pas que c'est aussi un énorme appareil administratif dont la propension bureaucratique n'est pas tempérée, comme pour un gouvernement traditionnel, par les institutions politiques.

Je ne le dis pas pour banaliser une récente initiative de la Commission européenne – une directive sur la qualité des carburants, qui classe les carburants en fonction de leurs émissions de GES et qui cible les sables bitumineux – mais plutôt pour la contextualiser et pour illustrer le fonctionnement de cette institution.

On se souvient tous que le même Parlement européen a banni les importations de produits issus de la chasse aux phoques. Un dossier où les députés européens ont déployé la même capacité d'analyse rationnelle que Brigitte Bardot. Un bel exemple de grandiloquence législative qui s'explique en partie par la nature du Parlement européen, que le faible taux de participation aux élections européennes, ainsi que le jeu de la proportionnalité, transforme en institution hétérogène et imprévisible.

L'histoire de la pizza napolitaine lève un voile sur une autre réalité européenne, sa ferveur réglementaire. Bruxelles a décidé de protéger le label des pizzas napolitaines en en faisant une « spécialité traditionnelle garantie » (stg). Il faut détenir un permis pour vendre de la pizza napolitaine, remplir des formules, suivre un cahier de charges, respecter un règlement de 10 pages.

« La pizza napoletana stg, précise ce règlement, se présente comme un produit de forme arrondie cuit au four, au diamètre variable quoi ne doit pas dépasser 35 cm, au bord surélevé et dont la partie centrale est garnie. La partie centrale a une épaisseur de 0,4 cm, avec une tolérance admise de +10 %, et le bord de 1,2 cm. La pizza dans son ensemble est tendre, élastique, facilement pliable en quatre. » L'Europe, c'est aussi ça.

Dans le cas du pétrole, l'idée d'attribuer des valeurs d'émission de GES à chaque forme d'hydrocarbure est excellente. Et si le Canada se retrouve ainsi dans la ligne de mire européenne, c'est essentiellement à cause du refus du gouvernement conservateur d'encadrer l'industrie des sables bitumineux et de s'attaquer de façon convaincante au réchauffement climatique.

Mais cette démarche comporte aussi des éléments typiques de la culture de l'institution européenne. La tendance à donner des coups d'épée dans l'eau, puisque l'Europe n'importe pas de ce type de pétrole. L'indignation à géométrie variable, puisque la directive manifeste une indulgence pour des pétroles sales de pays amis. Les deux poids deux mesures, quand on découvre que 27 % de l'électricité européenne est toujours produite avec du charbon.

Assez pour que le Canada puisse contester cette décision en raison de son caractère discriminatoire si la Commission européenne, qui n'a pas obtenu la majorité nécessaire cette semaine en faveur de cette directive dans un comité technique, décide éventuellement de l'adopter.

Mais l'incident européen ne change rien au fond du débat. Le Canada et le monde ont besoin du pétrole des sables bitumineux. Ce pétrole engendre des émissions importantes de GES, même si on découvre maintenant qu'elles sont moins spectaculaires qu'on le prétendait. Il faudra donc encadrer le rythme de la production, investir massivement pour réduire ses effets néfastes, et ultimement, la seule réponse, réduire notre dépendance aux hydrocarbures. Il faudra plus que des offensives de relations publiques du gouvernement Harper pour y parvenir.

> SPLENDEURS ET MISÈRES

PHOTO FOURNIE PAR ISABELLE DESCHÊNES

Rose ou bleu, attendons

Isabelle Deschênes, Blainville

Je suis enceinte de mon deuxième enfant et, par choix, nous ignorons le sexe du bébé, tout comme lors de ma première grossesse. Il ne se passe pas une semaine sans que quelqu'un me pose LA question : Pis? Fille ou garçon? On ne me demande pas : « Lors de l'échographie, est-ce que tout se déroulait bien? Le fœtus grandit bien? Son cœur bat à un rythme régulier? »

Lors de ma première échographie, à 12 semaines de grossesse, nous avons rapidement mentionné à la technicienne notre intention de ne pas connaître le sexe. Elle nous a répondu que c'était contre leurs principes de mentionner le sexe du bébé à un stade si précoce, mais qu'ils sont parfois forcés de le faire à la suite des menaces de parents.

Lors de la naissance de mon premier bébé, l'accouchement fut très difficile. Et pourtant, mon souvenir le plus marquant n'est pas l'accouchement comme la surprise de savoir que nous avions une belle petite fille en parfaite santé. Quel beau moment! J'ai adoré imaginer la famille et les amis courir dans les magasins pour acheter du rose dès l'annonce de l'arrivée d'une petite fille pour venir l'admirer quelques heures après l'accouchement!

La médecine évolue et c'est tant mieux. Mais quand elle dérape au point où son essence est détournée au profit de la curiosité et de la planification de la déco, il y a lieu de se poser des questions.

En attendant, croyez-moi, je profite pleinement de cette période de bonheur de sentir mon bébé bouger, toute rassurée de savoir qu'à l'échographie tout était normal.

QUAND LE BONHEUR DÉRAPE SUR LA GLACE

Collette Arcand

PHOTO FOURNIE PAR COLLETTE ARCAND

Nous sommes trois couples aimant partir en randonnée en VTT. Le 11 février, nous nous rencontrons à Terrebonne, au débarcadère. Il fait beau et nous sommes heureux de nous retrouver.

Midi se pointe, le prochain arrêt sera au restaurant. Nous sommes sur les sentiers de Sainte-Scholastique, nos amis Roger et Linda dérapent sur une plaque de glace, perdent le contrôle et font une manœuvre pour éviter notre fils et sa compagne devant eux et, en l'espace d'une seconde, le VTT vire à l'envers tenant prisonniers nos deux amis.

Nous entendons les cris de Linda, Roger est inconscient. Étant si loin, qui viendra nous secourir?

Notre fils, aidé par une poussée d'adrénaline, réussit à lui seul à remettre le VTT sur ses roues pour dégager les blessés.

Nous appelons les services d'urgence au 911 et, en quelques minutes, arrivent des personnes extraordinaires de l'équipe de Sauvetage médical. Elles prennent en charge nos amis, qui sont en état de choc, avec chaleur et professionnalisme. Elles les couvrent pour les réchauffer, car ils sont étendus sur le sol gelé.

Les ambulanciers sont en route, mais nous ne voyons pas comment l'ambulance peut accéder à la piste. Alors, nos héros nous expliquent qu'ils disposent d'un véhicule sur skis pour conduire les blessés jusqu'à l'ambulance, la carriole Snowbulance.

Les ambulanciers sont arrivés à bord du VTT de Sauvetage médical et ont prodigué les premiers soins avant le transport par ambulance. Ils ont rassuré nos amis, leur ont expliqué les manœuvres de déplacement. Nous étions très impressionnés par ces gens aux nerfs d'acier.

Je les remercie tous de leur générosité, de leur disponibilité et de leurs excellents services, d'autant plus qu'ils sont bénévoles.

UN JOUR, JE SERAI TRAVAILLEUR SOCIAL

Jean-Yves Rheault, travailleur social

À l'été 1967, je terminais avec succès ma méthode, cours classique oblige, et mes parents s'en réjouissaient. L'été, qui s'annonçait plein de promesses pour moi, a rapidement tourné au drame. Mon père est subitement mort le 12 août. L'annonce de son décès a créé toute une commotion à la maison. Ma mère était dévastée, mes sœurs pleuraient et moi je m'en voulais de m'être disputé avec lui, sans que nous ayons pu nous revoir avant sa mort.

Le retour en classe a été très pénible. J'étais distrait, je dérangeais mes collègues, je me concentrais difficilement et mes notes en souffraient. À la maison, l'ambiance était morose. Ma mère se rongeait les sangs, je la voyais pleurer chaque vendredi avant d'aller faire l'épicerie.

Puis, en octobre, elle m'a annoncé qu'un travailleur social viendrait à la maison évaluer notre situation. J'étais fâché contre elle, j'avais honte de notre situation et je ne voulais pas mettre fin à mes études.

La visite du travailleur social m'a irrité. Je trouvais ses questions intrusives et mon orgueil d'adolescent et ma peur d'être jugé ont provoqué en moi un sentiment d'indignation quant à notre condition. Cette maudite pauvreté, comme je la haïssais!

À la fin de la rencontre, l'agent de bien-être social m'a encouragé à poursuivre mes études. J'étais soulagé et heureux, car je craignais qu'il ne dise à ma mère que je devais trouver un travail pour aider ma famille.

Une fois qu'il est parti, je dis à ma mère, devant mes sœurs inquiètes, sur un ton qui n'entend pas la discussion : « Un jour, je serai travailleur social. Pas question que j'aille travailler en usine comme mon cousin. ».

Après un très long détour et de nombreux échecs aux études, je suis devenu travailleur social. J'ai choisi une profession qui croit dans la dignité de la personne, dans la solidarité sociale et dans le pouvoir d'agir des gens. J'ai perdu bien des illusions au cours des années, mais je n'ai pas renoncé à mes convictions qu'un monde meilleur est possible.

RECONNAISSONS LE TALENT ET LA FORMATION

Hélène Jodoin

Il existe plusieurs comédiens de grands talents, jeunes et moins jeunes, qui peinent à joindre les deux bouts. Ils étudient et travaillent de façon acharnée, avec passion, et ils sont prêts à jouer tous les rôles. Pourtant, qui engage-t-on trop souvent à la télévision ou au cinéma? Des chanteurs et des humoristes.

Je suis déçue, pour ne pas dire frustrée, au nom des comédiens qui voient tous ces rôles qu'ils pourraient jouer, souvent beaucoup mieux que les vedettes qui sont choisies, leur échapper.

Je comprends que, pour des raisons commerciales, on fasse appel à des vedettes. Je comprends qu'un talent naturel puisse exister et qu'une personne, même sans formation, puisse être fabuleuse dans un rôle. Mais est-ce souvent le cas? Était-ce vraiment essentiel de confier un rôle à René Angélil dans le film *Omertà*? Est-on vraiment obligé de choisir Kevin Parent, Stéphane Rousseau, Dan Bigras, Michel Rivard, Louis-José Houde ou Éric Salvail?

On voit très rarement ces « nouveaux acteurs » au théâtre? Peut-être ne sont-ils pas intéressés par manque de cachet (le théâtre, ce n'est pas payant), mais peut-être ne sont-ils pas intéressés tout simplement par manque de talent.

Le talent n'est pas toujours reconnu et c'est dommage.

LE POIDS DE LA NOUVEAUTÉ

Yves Deslauriers, Prévost

Il est impossible que vous ayez échappé à cette scène d'un couple assis face à face au restaurant, le nez plongé dans le journal du matin. En sera-t-il ainsi longtemps? Les gens ont presque tout au bout des doigts. On les voit sortir leur inséparable appareil pour meubler le vide en eux ou autour d'eux. L'utilisation du iPhone, du iPad, du iPod est un geste qui relève de la mécanique. Bien sûr, on peut échanger avec ces appareils. On emprunte des codes de façon à réduire l'espace du message envoyé ou reçu. Si la tendance de dire moins pour espérer en faire savoir plus, se maintient, que va devenir le discours oral ou écrit, qui exige d'être bien structuré, bien ficelé, pour une bonne compréhension? Va-t-on perdre cette habileté à communiquer autrement que par des phonèmes? Qui risque d'être le débranché de demain? Les penseurs du ministère de l'Éducation et les enseignants de français risquent d'être emportés par ce tsunami, qui crée la dépendance à la facilité, en éliminant bon nombre d'obstacles rencontrés au quotidien, en disposant d'une multitude d'informations à portée de la main. À mon âge, je me sens écrasé sous le poids de ces nouvelles technologies. Je suis inquiet. J'ai peur de me retrouver dans un cul-de-sac. Je souhaite seulement ne pas trop m'éloigner de la gare, au cas où je devrais prendre le train.

LIBRES DE NOS CHOIX

Christian Lemay

Le débat sur les risques face aux technologies refait périodiquement surface. Moi, je vois plutôt la progression des technologies de communication comme une occasion d'accroître notre liberté. Possible, parce que même si la technologie n'aboutit pas de facto à une plus grande liberté, elle nous permet d'élargir les choix qui façonneront notre vie.

S'il est vrai que la vidéo à distance nous permet de regarder un film à la maison, nous pouvons toujours opter pour le cinéma. Et si je décide un soir de texter avec un collègue d'outre-mer, ce n'est tout de même pas parce que mon téléphone cellulaire m'interdit d'aller prendre une bière avec un ami!

Ainsi, au lieu de vous demander de fermer votre ordinateur, je vous invite à vous questionner sur la nature des relations humaines que vous désirez développer, entretenir et transmettre. Et surtout, je vous incite à être conséquent avec vos choix. Mais que vous optiez pour la chaleur des contacts directs avec vos proches, ou l'efficacité des échanges électroniques avec une communauté virtuelle, sachez que nous avons la chance de vivre à une époque où les choix qui s'offrent à vous n'auront jamais été aussi nombreux. Or, force est d'admettre que cette multiplicité de choix est en bonne partie grâce au progrès technique.

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION 514.285.7070 **commentaires@lapresse.ca**
ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453 **www.lapresse.ca/abonnement**
PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
DÉCÈS 514.285.6816 **deces@lapresse.ca**
CARRIÈRES 514.285.7320 **carrieres@lapresse.ca**
PUBLICITÉ 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

SEULEMENT AU QUÉBEC

OPÉRATION FÉVRIER 2012

27, 28 ET 29 FÉVRIER

UNE FOIS TOUS LES 4 ANS !

24 H DE PLUS EN FÉVRIER,
C'EST UNE OCCASION DE PLUS DE PROFITER D'OFFRES EXCEPTIONNELLES,

DONT DES RABAIS
POUVANT ALLER JUSQU'À **10 000 $**[&]

MAIS AUSSI, COUREZ LA CHANCE DE GAGNER VOTRE ACHAT !

JUSQU'À CONCURRENCE DE **35 000 $** (taxes comprises)[∞]

www.chrysler.ca/offres www.jeep.ca/offres www.dodge.ca/offres www.camionram.ca/offres

PASSEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER | JEEP[MD] | DODGE | RAM DU QUÉBEC

CHRYSLER Jeep[MD] DODGE RAM

SCANNER ICI POUR PLUS D'OFFRES

Le consommateur avisé lit les petits caractères. Les offres de cette annonce s'appliquent à la livraison au détail des modèles neufs sélectionnés achetés entre le 27 et le 29 février 2012 auprès des concessionnaires participants et peuvent être modifiées ou prolongées sans préavis. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et conditions. ∞ AUCUN ACHAT REQUIS. Le concours débute le 27 février 2012 à 8 h HE et se termine le 29 février 2012 à 23 h 59 min 59 s HE. Pour participer, vous devez être un résidant du Québec et avoir atteint l'âge de la majorité au moment de votre participation. Pour participer, il suffit de visiter un concessionnaire Chrysler, Jeep, Dodge et Ram participant durant la période du concours et d'acheter un nouveau véhicule Chrysler, Jeep, Dodge ou Ram 2011 ou 2012 (à l'exception des modèles Dodge Viper, Ram Cargo Van, de tous les modèles FIAT et SRT8). Un (1) grand prix disponible à gagner, consistant en un chèque à l'attention du gagnant au montant total du prix d'achat d'un nouveau véhicule admissible au concours acheté, jusqu'à concurrence de 35 000 $, taxes comprises. Une question règlementaire d'arithmétique requise. Les chances de gagner dépendent du nombre de participations admissibles reçues. Pour le règlement complet du concours, y compris la méthode de participation sans achat, visitez : www.operationfevrier2012.ca. [&] L'offre « Rabais pouvant aller jusqu'à 10 000 $ » est disponible sur les véhicules applicables et varie selon les modèles. Le rabais de 10 000 $ est déduit du prix négocié avant l'application des taxes et s'applique à tous les modèles Ram 1500 2011 avec moteur HEMI[MD], ainsi qu'à tous les modèles Chrysler Town and Country 2011. [MD] SIRIUS et le logo du chien sont des marques déposées de SIRIUS Satellite Radio Inc. [MD] Jeep est une marque déposée de Chrysler LLC et utilisée sous licence.

SIRIUS RADIO SATELLITE
12 MOIS GRATUITS D'ABONNEMENT
Les Recrues DODGE